

Recherche sur les conditions de travail des femmes immigrantes francophones dans les provinces de l'Atlantique

Malanga-Georges Liboy

Yalla Sangaré

31 mars 2025



Merci à nos organismes subventionnaires :

Société nationale de l'Acadie (SNA)

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

Table des matières

Remerciements	iii
Liste des acronymes	iv
Résumé	1
Mise en contexte.....	2
Le Canada atlantique : un bref aperçu de chaque province.....	6
Méthodologie	26
Résultats de la recherche	39
Conclusion et discussion	59
Recommandations	64
Discussion et conclusion	78
Annexes	81
Bibliographie	92

Remerciements

De nombreuses personnes ont contribué à la réalisation de ce projet et à la rédaction du rapport final. Nous tenons tout d'abord à remercier les femmes qui ont participé aux groupes de discussion et aux entrevues individuelles. L'organisation de ces rencontres en présentiel a parfois été fastidieuse, et nous avons été à même de constater les nombreuses difficultés logistiques auxquelles ces immigrantes francophones font face au quotidien.

Les étudiants Keren Mitteo et Joseph Rapp ont œuvré avec nous dès le début à titre d'assistants de recherche. Ils ont retranscrit des dizaines d'heures d'entrevues, en plus d'effectuer la recherche bibliographique. Depuis, Keren Mitteo a obtenu son diplôme. Nous lui souhaitons le meilleur dans la poursuite de sa carrière. L'aide de Stéphanie Maillet, fondatrice et économiste en chef chez Stemma Analytics, nous a été précieuse pour la collecte d'une partie des données.

Nous remercions la Société Nationale de l'Acadie pour la confiance qu'elle nous a témoignée dans la réalisation de cette étude. Aidé de son équipe, Michel Denis Richard, coordinateur du Comité Atlantique sur l'Immigration francophone à la SNA, nous a apporté un soutien exceptionnel dès le début. Nous le remercions pour sa grande disponibilité et pour ses suggestions pertinentes.

Dans les quatre provinces de l'Atlantique, le recrutement nous a été facilité par plusieurs organismes francophones et par le réseau français de la Société Radio-Canada.

Nous espérons bien humblement que ce rapport, dont nous assumons pleinement le contenu, saura inspirer d'autres chercheurs et leur être utile dans leurs travaux futurs.

Malanga-Georges Liboy
Professeur agrégé
Département d'éducation
Université Sainte-Anne

Yalla Sangaré
Professeur agrégé
Département des sciences administratives
Université Sainte-Anne

Liste des acronymes des *principaux* organismes en charge de l'accueil et l'intégration au Canada Atlantique :

Actions Femmes Île-du-Prince-Édouard (AFIPE)
Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC)
Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJFNE)
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB)
Comité atlantique sur l'immigration francophone (CAIF)
Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDENE)
Conseil jeunesse provincial de la Nouvelle-Écosse (CJP)
Conseil scolaire acadien provincial (CSAP)
Conseil scolaire francophone de Terre-Neuve et Labrador (CSFP)
Coopérative d'intégration francophone (CIF)
Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE)
Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)
Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL)
Fédération culturelle acadienne de la Nouvelle-Écosse (FECANE)
Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FEFANE)
Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse (FPANE)
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Institut féminin francophone du Nouveau-Brunswick (IFF-NB)
Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse (IFNE)
Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS)
Société francophone et acadienne de l'Île-du-Prince-Édouard (SAF*ILE)
Réseau en immigration francophone du Nouveau-Brunswick (RIFNB)
Réseau en immigration francophone de l'Île du Prince-Édouard (RIFIPE)
Réseau en immigration francophone de Nouvelle-Écosse (RIFNE)
Réseau en immigration francophone Terre-Neuve et Labrador (affilié à FFTNL)
Société de l'Acadie du Nouveau-Brunswick (SANB)
Société nationale de l'Acadie (SNA)

Résumé

Vous trouverez ci-après le rapport préliminaire sur les conditions de travail des femmes immigrantes francophones dans les provinces de l'Atlantique. Ce document reprend les résultats d'une étude financée par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), par le truchement de la Société nationale de l'Acadie (SNA). Notre étude porte sur les conditions de travail des femmes immigrantes francophones dans les quatre provinces de l'Atlantique.

Les objectifs visés par cette recherche étaient les suivants :

- déterminer les barrières à l'emploi;
- tracer le portrait sociodémographique des femmes immigrantes francophones.

La principale question de la recherche était la suivante : quels sont les conditions de travail et le profil sociodémographique des femmes immigrantes francophones dans les provinces de l'Atlantique ?

Pour réaliser cette étude qualitative de type exploratoire, nous avons recouru à la démarche suivante : consultation de sources secondaires, cueillette de données primaires à l'aide d'un questionnaire sociodémographique, groupes de discussion et entrevues individuelles.

Les faits saillants sont les suivants :

- la non-maîtrise de la langue anglaise (barrière linguistique);
- la rareté des services de garde en français;
- l'absence de services de transport en commun en milieu rural;
- un problème d'isolement qui se pose avec acuité.

Ces problèmes seront analysés en détail dans les pages qui suivent et des pistes de solution seront proposées sous forme de recommandations. Certains thèmes imprévus nous sont apparus à la suite des entrevues, des groupes de discussion et des rencontres avec certains organismes francophones. Parmi ceux qui ont retenu l'attention, notons :

- le manque d'information sur les services offerts en français;
- le changement de carrière et la surqualification;
- pour les étudiantes internationales, une méconnaissance du système collégial et du système éducatif en général;
- l'intention et l'esprit entrepreneuriaux : des aspects à considérer pour l'avenir.

Mise en contexte

Le poids de la population francophone dans les provinces de l'Atlantique est en décroissance en raison de certains facteurs, dont le vieillissement, l'exode rural, la mobilité interprovinciale et une faible natalité (Statcan, 2021). Au cours des dernières décennies, les différents gouvernements provinciaux de la région de l'Atlantique et le gouvernement fédéral ont fait de la croissance démographique une priorité. Comme partout ailleurs, ces provinces comptent sur une population francophone et acadienne depuis plusieurs siècles et accueillent de plus en plus de personnes francophones venues de divers horizons. Parmi ces nouveaux arrivants, notons la présence de nombreuses personnes unilingues. Cette situation pose un sérieux problème quant à leur intégration professionnelle. Dans cette étude, nous analysons la situation particulière des immigrantes francophones qui vivent au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse. Notons que parmi ces femmes, on trouve celles qui viennent de pays à l'extérieur de l'Occident. Elles sont donc racisées et font face à davantage de défis. En plus des barrières socioéconomiques et linguistiques se pose aussi la question de la barrière culturelle. Ce rapport couvre la situation des femmes naturalisées, des résidentes permanentes, des travailleuses temporaires, des demandeuses d'asile, des réfugiées et des anciennes étudiantes internationales.

Un survol de la littérature montre que peu d'études traitent de la situation des femmes immigrantes francophones et des défis qui les attendent en matière d'intégration professionnelle. Ces personnes font face à d'énormes obstacles tout au long de leur trajectoire migratoire et même dans leur insertion sur le marché du travail, ce qui les rend vulnérables et les isole (AFFC, 2025). Les études montrent que leurs démarches pour trouver un emploi se compliquent en raison de leur non-maîtrise de la langue anglaise, de la non-reconnaissance de leurs diplômes et de leurs acquis, de la discrimination institutionnelle, etc. (CCNEF, 2023; Lévesque, 2022; Melançon, Kikulwe, Akinpelu, et coll., 2019). Les provinces de l'Atlantique souhaitent accueillir des immigrants francophones. Or, il semble exister un décalage entre cette volonté réelle et sincère d'attirer ces nouveaux arrivants et les barrières structurelles qui entravent leur intégration professionnelle. Les recherches de Sall (2020) mettent en évidence ce qu'il considère comme une « incomplétude institutionnelle ». Selon lui,

Dans les communautés francophones et acadiennes hors Québec, l'incomplétude institutionnelle en matière d'immigration se situe à plusieurs niveaux : sociétal, linguistique, identitaire et géographique. Au niveau sociétal, la configuration démographique et symbolique de ces communautés minoritaires par rapport aux anglophones les place dans un défi d'attraction et de rétention de nouveaux immigrants francophones en leur sein puisque ces derniers sont souvent attirés par les ressources et les perspectives (emplois, capital linguistique et capital social) offertes par la majorité. (Sall, 2020, p. 69.)

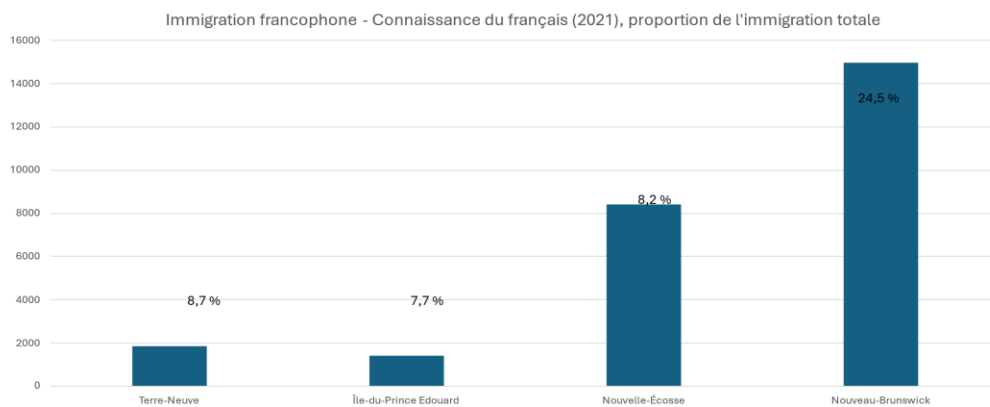
Ainsi, les barrières structurelles qui nuisent à l'intégration des personnes immigrantes font en sorte qu'il est difficile pour elles de trouver des emplois et parfois même des stages dans les entreprises et les organismes francophones. En outre, elles réalisent rapidement qu'il est impossible de travailler dans la province d'accueil sans maîtriser l'anglais. Sall (2020) s'est intéressé à des secteurs du marché du travail qui embauchent du personnel féminin. Ainsi, il semble que même dans ces secteurs à forte pénurie, les femmes immigrantes ont de la difficulté à se faire embaucher, comme c'est le cas dans le domaine de la santé au Nouveau-Brunswick. Certaines études s'intéressant aux femmes qui vivent en régions rurales éloignées (Castro et Villeneuve, 2019) illustrent clairement les obstacles que rencontre cette tranche de la population. Dans son étude, Beaulieu (2021) nous permet de comprendre les lacunes dans l'offre de services faite aux femmes immigrantes francophones qui vivent dans un milieu où le français est minoritaire et qui ont des besoins spécifiques.

Selon Castro et Villeneuve (2019), « [U]n rapport de l'Institut canadien de recherche sur les femmes qui traite du racisme mentionne que les femmes immigrantes sont souvent jugées selon la couleur de leur peau et sont sujettes à des préjugés concernant leurs compétences, leurs aptitudes, leurs capacités d'intégration, et ce, même lorsqu'il s'agit d'emplois où elles sont surqualifiées. » Un nombre important de femmes immigrantes sont arrivées au Canada comme étudiantes internationales. À la fin de leurs études, elles rencontrent des défis qui sont semblables et différents sur certains points de ceux des autres femmes francophones nouvellement arrivées. Ce rapport traite de la situation des femmes naturalisées, des résidentes permanentes, des

travailleuses temporaires, des demandeuses d’asile, des réfugiées et des anciennes étudiantes internationales.

Dans les provinces de l’Atlantique, l’immigration francophone représente une proportion très faible de la population comparativement au nombre total d’immigrants anglophones. Le graphique ci-dessous illustre bien ce faible pourcentage.

Immigration francophone - Connaissance du français (2021), proportion de l'immigration totale



Source : Statistique Canada, 2021.

Pour maintenir le poids démographique des francophones à l’extérieur du Québec, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) propose de fixer des cibles à atteindre pour chaque province. L’objectif visé est que chacune d’elles compte 12 % de francophones en 2029 (FCFA, 2022). La pénurie de main-d’œuvre rend indispensable la présence de femmes immigrantes francophones sur le marché du travail. Malgré cet état de fait, ces personnes rencontrent un grand nombre d’obstacles à leur intégration professionnelle. Parmi ces difficultés, notons la disponibilité de cours de langues adaptés, surtout pour les femmes qui habitent en région rurale, et la difficulté d’accéder à des services de garde.

Dans un tel contexte, il importe aussi de souligner les différences importantes qui existent entre la situation des francophones dans les quatre provinces. Le Nouveau-Brunswick étant une province officiellement bilingue, une masse critique de francophones reçoit l’appui d’institutions

assez fortes. En Nouvelle-Écosse, où les francophones sont concentrés dans certaines régions, les gouvernements successifs ont adopté diverses lois sur les services offerts en français. À l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador, la situation des femmes francophones est plus délicate. Toutefois, les difficultés semblent être les mêmes pour les femmes immigrantes dans les quatre provinces, celles que nous avons rencontrées mentionnant notamment le problème de l'intersectionnalité.

Le Canada atlantique : un bref aperçu de chaque province

Dans cette section, nous allons présenter brièvement chacune des quatre provinces de l'Atlantique, à savoir : le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador. La particularité des femmes immigrantes francophones, c'est qu'elles sont minoritaires dans un milieu où les anglophones sont majoritaires. Le fait d'être doublement minoritaires a définitivement un impact sur leur processus d'intégration professionnelle.

D'ailleurs, cette minorisation a aussi un impact sur les Acadiens et sur les francophones qui sont là depuis plusieurs siècles. Ils font face au défi de la domination de la langue anglaise, à un risque d'assimilation, à l'insécurité linguistique et à la pauvreté de l'offre de services en français. La vitalité ethnolinguistique est menacée. L'arrivée des immigrants francophones, le renforcement des institutions et la survie de la culture permettraient l'épanouissement de la francophonie dans les quatre provinces de l'Atlantique.

La situation des francophones minoritaires varie d'une province à l'autre. Le Nouveau-Brunswick, province bilingue, a une masse critique de francophones. Dans les trois autres provinces, les francophones sont largement minoritaires et dispersés géographiquement. Le tableau suivant donne le nombre de francophones vivant dans les quatre provinces de l'Atlantique.

**Tableau 4 – Distribution de la population francophone
dans les provinces de l'Atlantique, 2021**

	Île-du-Prince-Édouard	Nouveau-Brunswick	Nouvelle-Écosse	Terre-Neuve-et-Labrador
Population totale	154 330	775 610	969 391	504 805
Personnes qui connaissent le français	19 520	320 300	99 545	26 075
Personnes ayant le français comme langue officielle	4 765	234 370	29 095	2 455
Personnes ayant le	5 625	239 375	34 670	3 365

français comme langue maternelle				
---	--	--	--	--

Source : Statistique Canada, 2021

LE NOUVEAU-BRUNSWICK

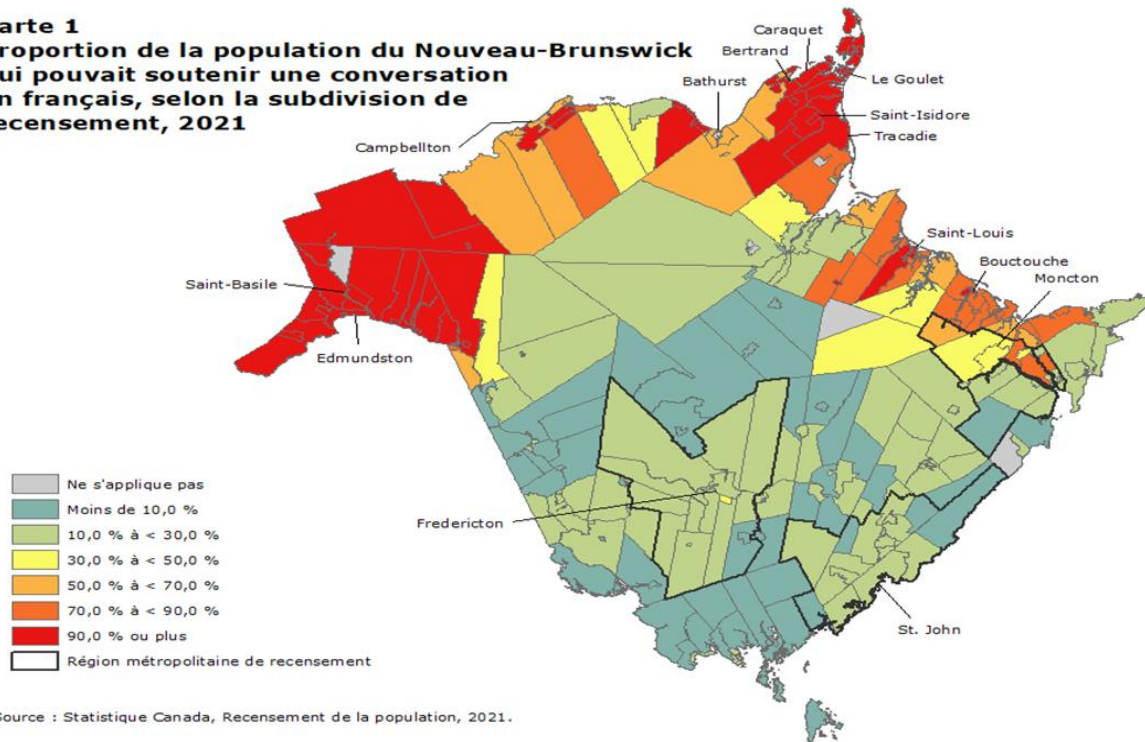
Population francophone du Nouveau-Brunswick et sa distribution

Le dernier recensement de Statistique Canada (2021) indique que 86,8 % de la population ayant le français comme première et seule langue officielle (197 965 habitants) sont nés dans cette province, alors que 21 965 personnes (9,6 %) viennent des autres provinces ou territoires du Canada, dont le Québec (6,7 %) et l'Ontario (1,6 %). Une faible proportion de la population (8 150 personnes) est originaire de l'étranger, notamment d'Afrique (1,4 %) et des États-Unis (0,8 %).

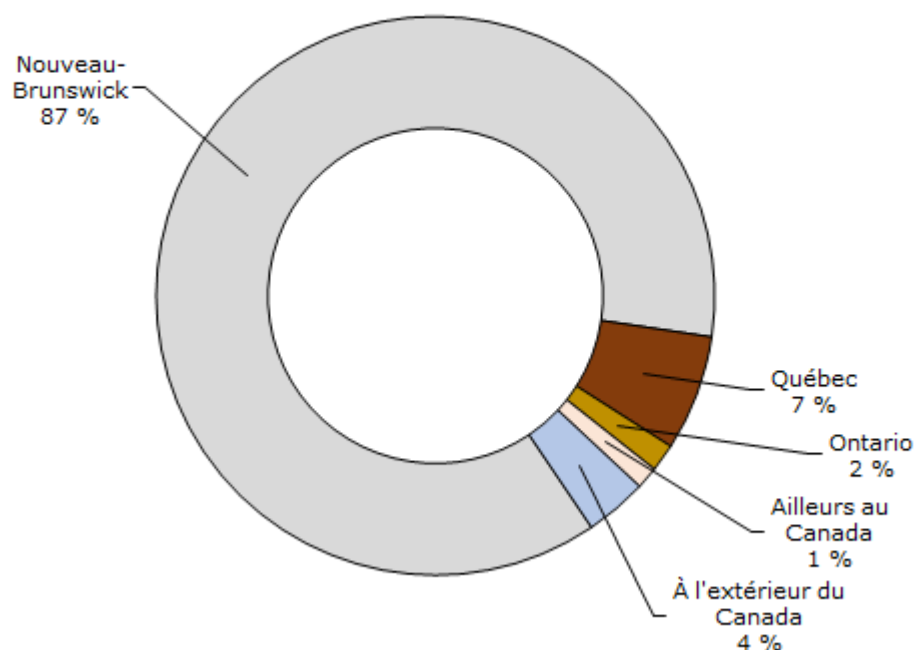
La mobilité interprovinciale est une autre source des flux migratoires de la population au Nouveau-Brunswick. Entre 2016 et 2021, cette province a reçu 7 840 personnes qui ont le français comme seule première langue officielle parlée, selon Statistique Canada (2021). La majorité vient du Québec (51,8 %), suivie de l'Ontario (20,4 %) et de l'Alberta (11,4 %). À l'opposé, 6 280 habitants du Nouveau-Brunswick ont quitté leur province pour aller vivre ailleurs au Canada. Comme le montre la carte 1 ci-dessous, la population francophone du Nouveau-Brunswick se trouve surtout à Bertrand, Caraquet, Bathurst, Goulet, Saint-Isidore, Tracadie, Campbellton, Saint-Basile, Edmundston, Fredericton, Saint-Louis, Bouctouche et Moncton.

Selon Statistique Canada (2021), les personnes immigrantes nouvellement arrivées qui peuvent s'exprimer en français représentent 19,7 % des francophones et celles qui y sont établies depuis des années comptent pour 24,6 %. Au chapitre des habiletés à communiquer dans les deux langues officielles du Canada, seulement 11,3 % des immigrants ont le français comme seule première langue, alors que 3,8 % parlent les deux langues. La proportion des personnes immigrantes bilingues est donc largement inférieure à celle qui sont unilingues. C'est là le grand défi rencontré entre autres par les participantes à cette étude, qui se déclarent majoritairement unilingues et qui sont donc moins attrayantes pour le marché d'emploi, celui-ci étant largement dominé par le capital économique anglophone.

Carte 1
Proportion de la population du Nouveau-Brunswick
qui pouvait soutenir une conversation
en français, selon la subdivision de
recensement, 2021



Graphique 6
Lieu de naissance de la population ayant seulement le français
comme première langue officielle parlée, Nouveau-Brunswick,
2021



Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021.

Tableau 5 – Utilisation du français au travail
selon la fréquence et les secteurs industriels, Nouveau-Brunswick, 2021

Secteurs industriels	Parle français au moins régulièrement (%)	Parle le plus souvent français (%)
Construction	5,8	6,2
Fabrication	8,8	10,3
Commerce de détail	11,1	11,0
Transport et entreposage	3,2	2,8
Services professionnels et techniques	3,5	2,9
Services d'enseignement	9,2	10,9
Soins de santé et assistance sociale	18,9	20,7
Services d'hébergement et de restauration	4,8	4,6

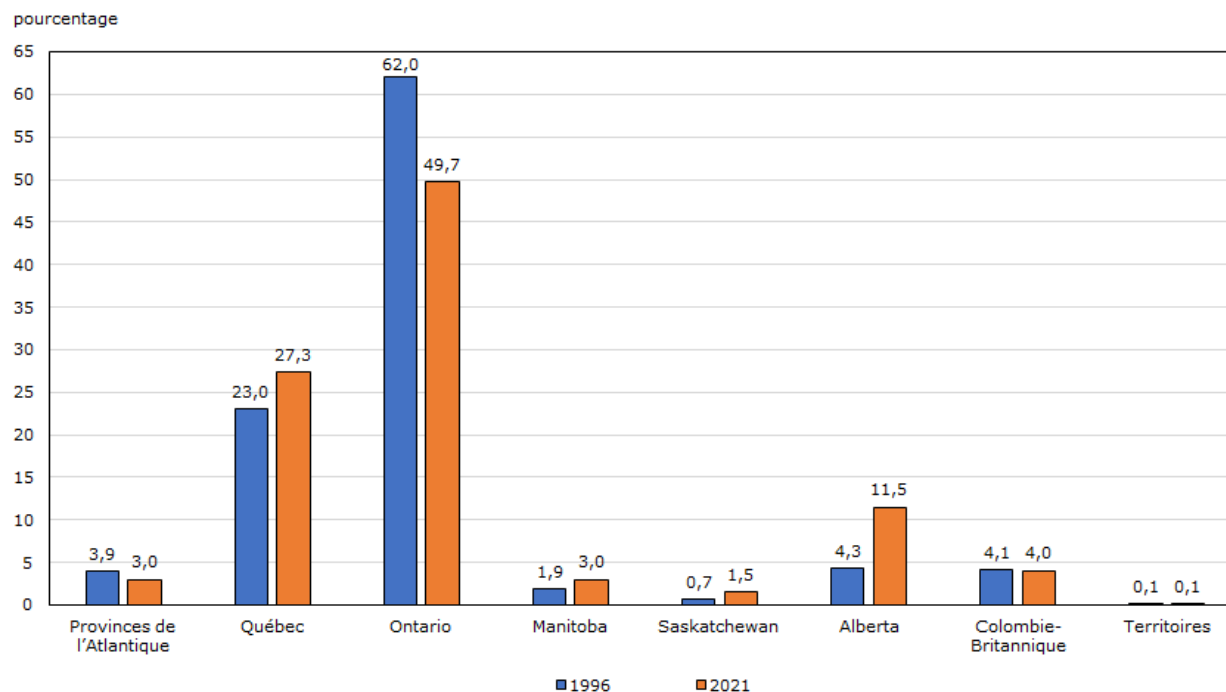
Autres services, sauf les administrations publiques	4,6	5,0
Administrations publiques	12,3	8,7
Autres secteurs	17,8	16,8

Source : adapté de Statistique Canada, 2021

Le tableau ci-dessus illustre la fréquence d'utilisation du français dans les divers secteurs industriels qui composent l'économie du Nouveau-Brunswick. En comparant les compétences en communication des femmes qui ont participé à l'étude, on constate que seulement un tiers d'entre elles se disent bilingues ou estiment avoir un niveau d'anglais avancé et se disent capables d'occuper des emplois dans la plupart des secteurs de l'économie provinciale. Les deux tiers ne peuvent être embauchées que dans certains secteurs bien précis tels que la fabrication, le commerce de détail, les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale, l'administration publique et divers autres secteurs qui sont d'ailleurs ceux qui engagent le plus de personnel féminin. Chez les femmes immigrantes francophones que nous avons rencontrées au Nouveau-Brunswick, nous avons constaté un esprit entrepreneurial qui est en train de se développer. Certaines se sont déjà engagées dans le processus de création de petites entreprises de livraison, par exemple, et d'autres y pensent sérieusement. Elles cherchent à se libérer de toutes les difficultés qu'elles rencontrent en matière de recherche d'emploi et aspirent à devenir des travailleuses autonomes.

Les données sociodémographiques ont montré que nombre de femmes immigrantes francophones qui ont participé à cette étude sont originaires de pays de l'Afrique subsaharienne. Le graphique ci-après indique la distribution des populations noires dans les différentes provinces du Canada entre 1996 et 2021, année du recensement fédéral. Notons que pendant cette même période, la population noire a augmenté dans les trois provinces de l'Ouest canadien, soit l'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan, mais était en faible repli en Colombie-Britannique. Cette population est aussi en hausse au Québec, alors qu'elle baisse dans les quatre provinces de l'Atlantique et qu'elle est stable dans les Territoires, c'est-à-dire au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut (Statcan, 2021).

Graphique 7
Répartition des populations noires selon la région, la province ou le territoire de résidence, Canada, 1996 et 2021



Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 1996 et 2021.

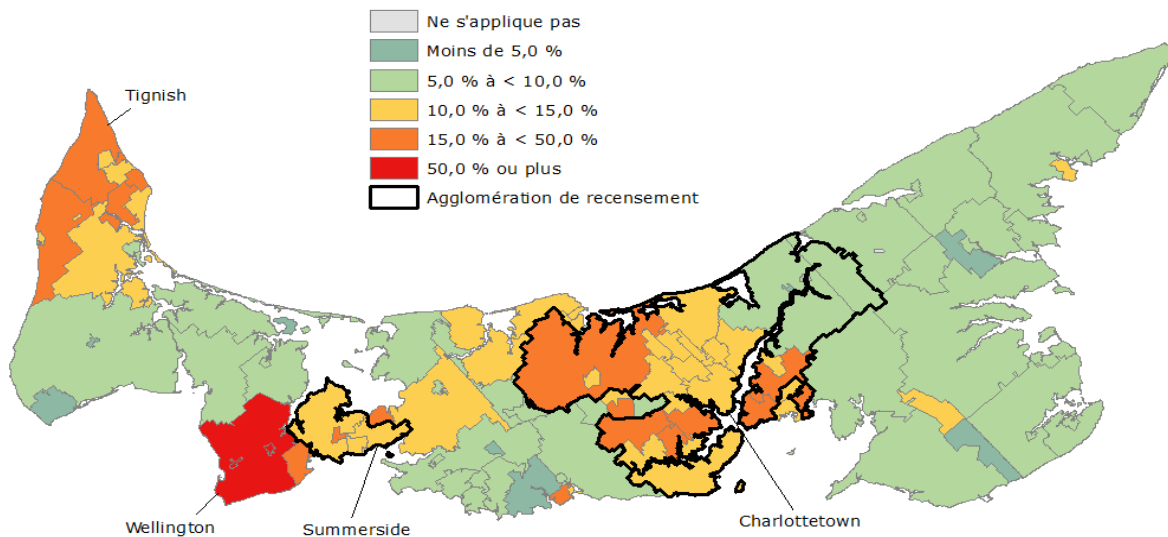
L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Population francophone de l'Île-du-Prince-Édouard

Les données du dernier recensement de Statistique Canada indiquent que cette province compte 4 558 francophones, qui représentent 3 % de la population totale. En 2021, 19 520 résidents de cette province (12,8 %) pouvaient communiquer en français. Entre 2016 et 2021, le nombre de personnes capables de soutenir une conversation dans cette langue a augmenté de 1 570. Cette croissance est due principalement aux efforts consentis par les anglophones pour devenir bilingues. Dans les municipalités suivantes, on trouve un grand nombre de personnes capables de parler le français : Wellington (55,2 %), Micouche (20,7 %), Summerside (18,3 %) et Tignish (18,3 %).

Carte géographique de l'Île-du-Prince-Édouard et distribution des francophones

Carte 1
Proportion de la population de l'Île-du-Prince-Édouard qui pouvait soutenir une conversation en français, selon la subdivision de recensement, 2021

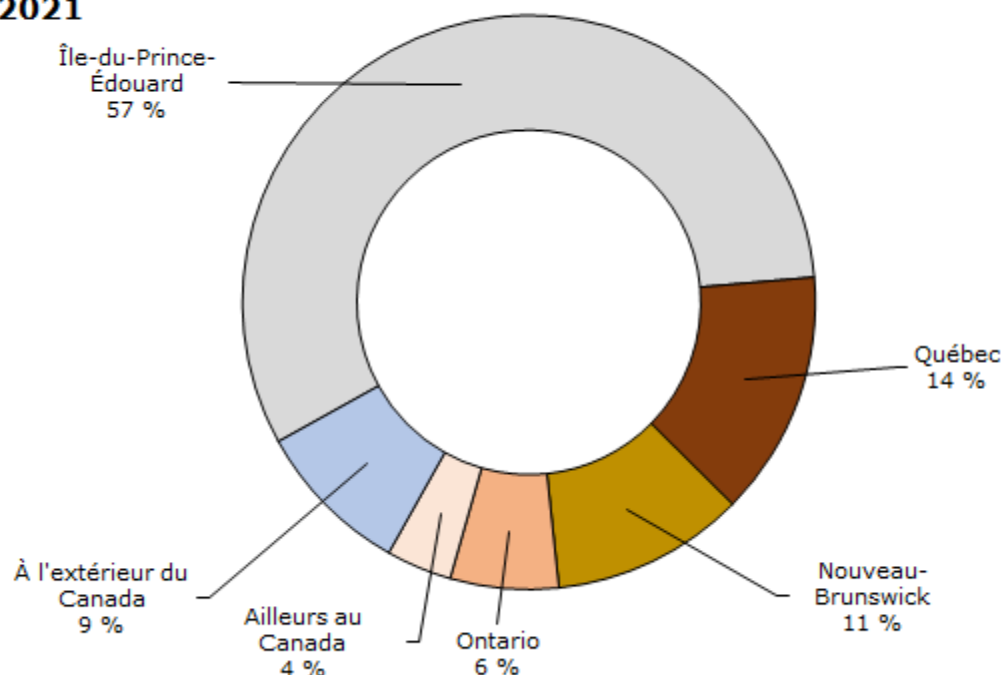


Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021.

Origine des francophones de l'Île-du-Prince-Édouard

Selon Statistique Canada (2021), les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard qui déclarent que le français est leur première langue ont diverses origines : 56,6 % sont nés dans cette province, 34,8 % viennent d'autres provinces canadiennes – le Québec (13,8 %), le Nouveau-Brunswick (10,9 %), l'Ontario (6,1 %) –, et les autres viennent d'ailleurs au Canada (4 %), de la France (2,9 %) et de l'Afrique (3 %).

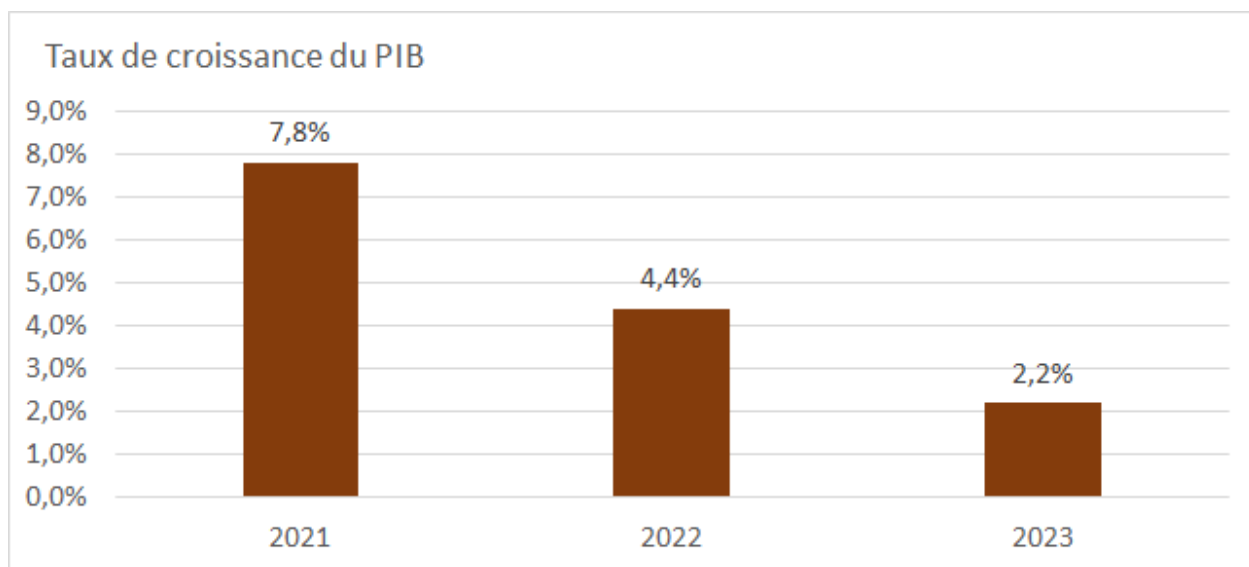
Graphique 6
Lieu de naissance de la population ayant seulement le français
comme première langue officielle parlée, Île-du-Prince-Édouard,
2021



Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021.

Aperçu de la situation économique de l'Île-du-Prince-Édouard

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard présente un mélange de secteurs traditionnels qui ont été considérablement modernisés, comme l'agriculture, la pêche et le tourisme, et de nouveaux secteurs industriels, notamment les sciences biologiques et la fabrication avancée.



Source : <https://www.guichetemplois.gc.ca/analyse-tendances/rapports-marche-travail/ile-prince-edouard/analyse-environnement>

L'industrie de la construction est un moteur économique clé pour cette province. Elle est soutenue par une forte activité dans le secteur de la construction résidentielle et non résidentielle. L'industrie du tourisme et les activités de fabrication ont fortement progressé en 2024.

**Tableau 6 – Utilisation du français au travail
selon la fréquence et le secteur industriel, Île-du-Prince-Édouard, 2021**

Secteurs industriels	Parle français au moins régulièrement (%)	Parle le plus souvent français (%)
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0,0	4,4
Construction	3,5	3,2
Fabrication	2,0	1,6
Commerce de détail	5,3	2,8
Services professionnels et techniques	5,0	5,4
Services d'enseignement	25,4	43,4
Soins de santé et assistance sociale	6,6	8,7
Services d'hébergement et de restauration	3,5	1,2

Autres services, sauf les administrations publiques	0,0	0,0
Administrations publiques	30,2	17,7
Autres secteurs	7,9	15,7

Source : adapté de Statistique Canada, 2021

Politiques d'immigration des gouvernements provinciaux et cibles

L'Île-du-Prince-Édouard offre des opportunités de carrière et un milieu des affaires qui soutient les entrepreneurs. Cette province souhaite attirer des immigrants qui ont les bonnes compétences, du talent et de l'ambition, afin de favoriser une croissance stratégique de sa main-d'œuvre, de sa population et de son économie. Le gouvernement provincial a lancé le Plan d'action stratégique pour l'immigration francophone de l'Î.-P.-É. 2023-2028 afin d'attirer des immigrantes et des immigrants d'expression française qui contribueront à la prospérité de la province et enrichiront la diversité des communautés insulaires. Ce plan vise aussi à combler le manque de main-d'œuvre, surtout dans les domaines de la santé et de l'éducation.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Population francophone de Terre-Neuve-et-Labrador et sa distribution

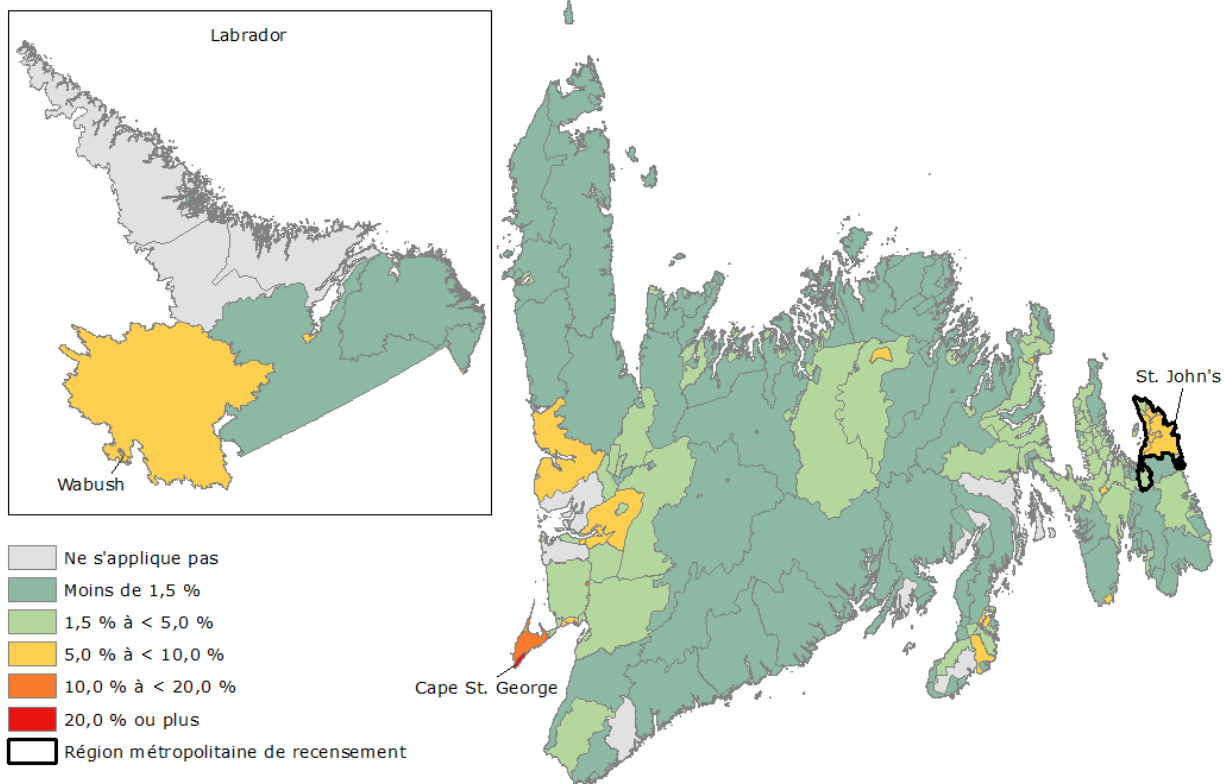
À Terre-Neuve-et-Labrador, 26 080 personnes peuvent s'exprimer en français, selon le dernier recensement de Statistique Canada (2021). Ce chiffre est demeuré stable depuis le recensement de 2016. Cependant, si on recule de dix ans, Statistique Canada observe que cette population a connu une hausse considérable, passant de 3,3 % de la population totale de la province à 5,2 %, soit une augmentation de 1,9 % en une décennie. Au moins 8,8 % de la population immigrante de cette province peut soutenir une conversation en français. Toutefois, on observe à cet égard une tendance baissière, lorsqu'on compare les immigrants qui ont été admis avant 2016 (9,8 %) et ceux qui sont arrivés entre 2012 et 2016 (6,7 %). Notons aussi que, toujours selon Statistique Canada, un peu moins de 20 % des résidents de Terre-Neuve-et-Labrador qui y sont nés ont le français comme seule langue officielle parlée.

Dans une très grande partie des municipalités de cette province, moins de 5 % des gens sont capables de communiquer en français. Cette population se situe principalement dans les

municipalités de Cape St. George (27,7 %), Subdivision E (14,6 %) et Wabush (13 %), au Labrador. C'est dans la région métropolitaine (RMR) de St. John's que l'on trouve d'autres locuteurs du français, notamment à Conception Bay South (1 840), Paradise (1 815) et Saint. John's (9 960), toujours selon le dernier recensement de Statistique Canada (2021).

Carte géographique de Terre-Neuve-et-Labrador et distribution des francophones

Carte 1
Proportion de la population de Terre-Neuve-et-Labrador qui pouvait soutenir une conversation en français, selon la subdivision de recensement, 2021

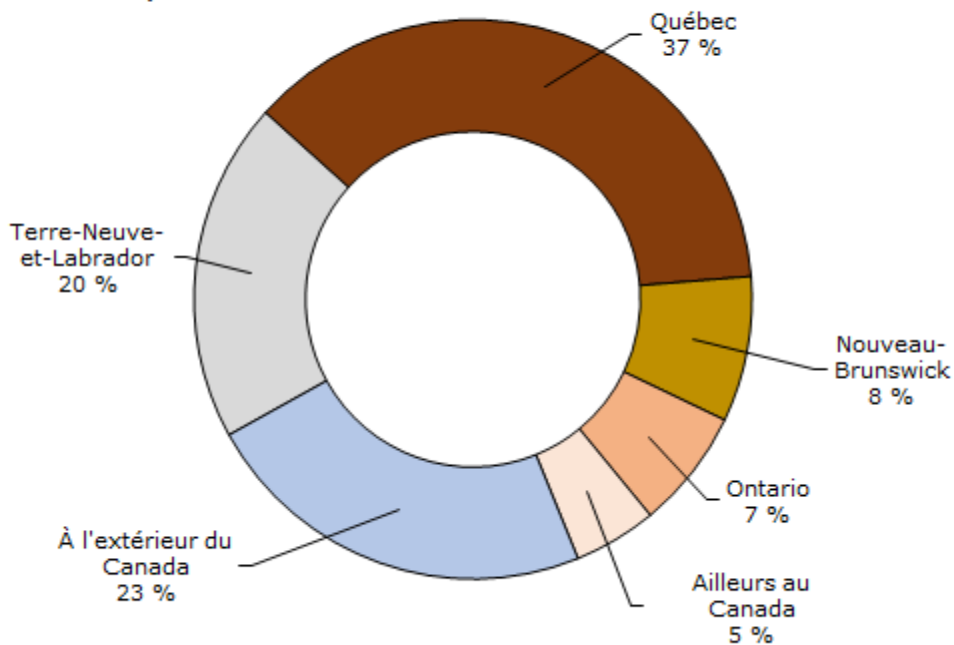


Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021.

La situation du français chez les immigrants est un peu différente : la proportion de ces derniers qui ont le français comme seule première langue officielle parlée dépasse celle de la population non immigrante de Terre-Neuve-et-Labrador en 2021. Le taux des personnes immigrantes admises entre 2016 et 2021 et qui s'expriment en français est de 6,7 % et celui des personnes immigrantes est de 9,8 %, par rapport à 5,1 % des non-immigrants. Le taux des

immigrants qui ont le français et l'anglais comme premières langues officielles parlées (bilingues) est de 1,4 % chez les nouveaux arrivés et à 1,1 % chez ceux qui y habitent depuis longtemps, comparativement à 0,3 % et 0,1 % respectivement chez les non-immigrants. Selon Statistique Canada (2021), plus de 73 % des immigrants ont le français comme seule première langue officielle dans la grande région métropolitaine de St. John.

Graphique 6
Lieu de naissance de la population ayant seulement le français
comme première langue officielle parlée, Terre-Neuve-et-
Labrador, 2021



Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021.

La province de Terre-Neuve-et-Labrador compte aussi dans sa population les francophones venus d'autres provinces canadiennes, entre autres du Québec (36,8 %), du Nouveau-Brunswick (8,4 %) et de l'Ontario (6,9 %). Les autres francophones sont originaires de France (8,6 %) et d'ailleurs dans le monde, notamment d'Afrique (10,3 %).

**Tableau 7 – Utilisation du français au travail
selon la fréquence et le secteur industriel, Terre-Neuve-et-Labrador, 2021**

Secteurs industriels	Parle français au moins régulièrement (%)	Parle le plus souvent français (%)
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	2,1	...2,3
Construction	0,9	0,0
Fabrication	1,7	2,3
Commerce de détail	5,0	1,9
Transport et entreposage	5,4	3,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,2	3,3
Services d'enseignement	39,2	60,7
Soins de santé et assistance sociale	6,2	0,9
Services d'hébergement et de restauration	2,1	0,0
Administrations publiques	17,5	12,1
Autres secteurs	13,6	10,3

Source : Adapté de Statistique Canada, 2021

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador repose principalement sur les ressources naturelles. Le pétrole et le gaz extracôtiers, l'exploitation minière, la foresterie et la pêche sont toutes des industries importantes de cette province. Le tourisme est également une industrie majeure. L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador repose aussi en grande partie sur les exportations, en particulier sur la scène internationale. De plus, si on la compare aux autres provinces canadiennes, elle dépend particulièrement des industries saisonnières, en raison de son économie largement basée sur les ressources naturelles et le tourisme. Cela signifie que l'emploi varie davantage tout au long de l'année, ce qui entraîne un taux de chômage annuel supérieur à la moyenne canadienne.

Tableau 8 – Parts du PIB par industrie, Terre-Neuve-et-Labrador, 2023

Exploitation minière, pétrole et gaz	26,9%
Services publics	2,3%
Agriculture, sylviculture et pêche	1,1%
Construction	8,0%
Secteur manufacturier	3,3%
Commerce de gros	2,5%
Commerce de détail	5,6%
Transport	3,2%
Finance, assurance et immobilier	12,9%
Informations, culture, loisirs, hébergement et restauration	4,0%
Professionnel et scientifique	4,1%
Autres services	3,1%
Administration publique	8,5%
Santé et services sociaux	9,0%
Services éducatifs	5,6%

Source : gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, 2023

Quelques statistiques sur les femmes francophones selon leur statut, Terre-Neuve-et-Labrador, 2021

Les tableaux ci-dessous illustrent la situation des femmes francophones de Terre-Neuve-et-Labrador en fonction de leur statut. Le premier tableau illustre le nombre de femmes francophones dans la province selon leur connaissance du français, tandis que le second tableau représente ces données sous forme de pourcentages relatifs.

Tableau 9 – Nombre de femmes dont la langue maternelle est le français selon leur statut, Terre-Neuve-et-Labrador, 2021

	<u>Immigrantes</u>	<u>Non-immigrantes</u>	<u>Résidentes non permanentes</u>
Français seulement	140	895	30
Français et anglais	10	630	0
Français et autres langues non officielles	25	0	10
Français, anglais et autres langues non officielles	0	15	10
Total	175	1 540	50

Source : Statistique Canada, 2021

Tableau 10 – Femmes dont la langue maternelle est le français, Terre-Neuve-et-Labrador, 2021 (%)

	<u>Immigrantes</u>	<u>Non-immigrantes</u>	<u>Résidentes non permanentes</u>
Français seulement	13,1	83,6	2,8
Français et anglais	1,6	97,7	0
Français et autres langues non officielles	62,5	0	25
Français, anglais et autres langues non officielles	0	50	33,3
Total	9,8	86,3	2,8

Source : Statistique Canada, 2021

PRÉSENTATION DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Population francophone de la Nouvelle-Écosse et sa distribution

La province de la Nouvelle-Écosse compte un million d'habitants. Sa population est composée de membres des Premières Nations, d'Acadiens, d'Afro-Néo-Écossais et d'anglophones (<https://liveinnovascotia.com/about-nova-scotia>). On y trouve une longue tradition en matière d'immigration. En effet, plusieurs générations d'immigrants sont entrées au Canada par le port de Halifax. Depuis la fin des années 1990, on assiste à l'arrivée d'immigrants qui ne sont pas des Européens.

L'économie de la province repose d'abord sur l'exportation de pneus, en raison de la présence de la société Michelin. La pêche joue aussi un rôle central. La province compte 11 universités qui attirent une clientèle internationale, en plus du Collège communautaire, qui compte 13 campus et six centres d'apprentissage.

La construction navale a toujours fait partie des secteurs industriels de la province. Enfin, plusieurs projets d'exploration du pétrole et du gaz sont en cours. La province a un fort potentiel dans les secteurs de l'éolien et des énergies renouvelables en général. Un écosystème se développe à Halifax dans le domaine des TI et de la biologie marine.

Population francophone de la Nouvelle-Écosse et sa distribution : l'Acadie en Nouvelle-Écosse

Les francophones sont présents en Nouvelle-Écosse depuis plus de quatre siècles. Cette province a été la porte d'entrée de générations d'immigrants au Canada par le port de Halifax. L'arrivée d'immigrants francophones majoritairement non européens est relativement récente.

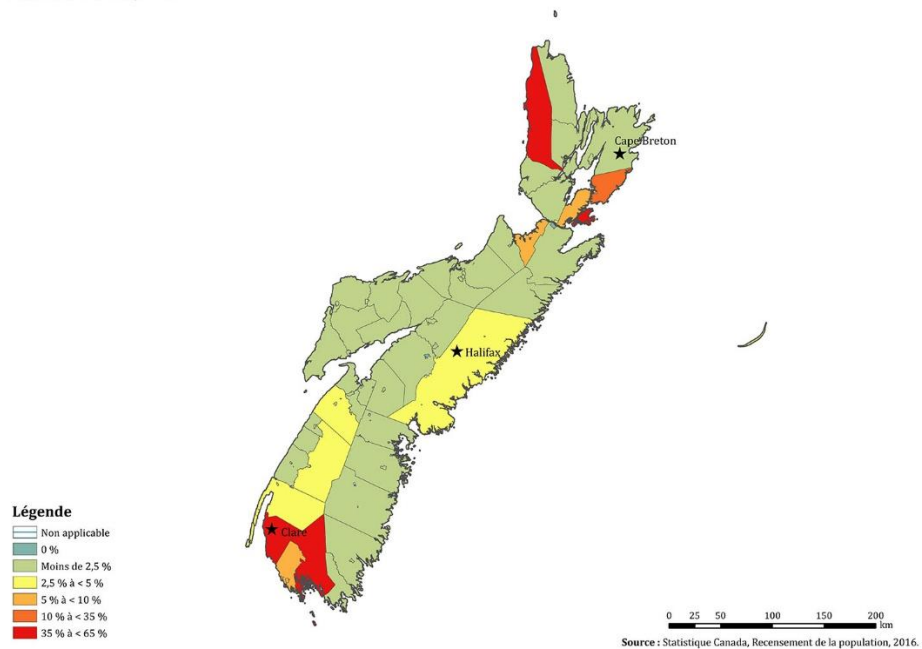
Les communautés qui composent l'Acadie en Nouvelle-Écosse sont réparties aux quatre coins de la province, à Clare, Argyle, Cheticamp et Richmond. Il existe aussi une grande communauté francophone dans la région métropolitaine de Halifax. Selon le dernier recensement de 2021, on compte 100 000 Néo-Écossais qui peuvent soutenir une conversation en français et en anglais. À cela s'ajoutent 26 775 personnes dont le français est la langue première et

2 325 autres dont le français et l'anglais sont les langues officielles parlées (Statistique Canada, 2023). De manière plus précise, parmi les immigrants récents, 1 120 connaissent le français (5,2 %); de ce nombre, 330 parlent seulement le français et 220 sont bilingues (français et anglais). En ce qui concerne les immigrants établis, 5 170 connaissent le français (10,3 %), 955 parlent le français seulement (1,9 %) et 615 sont bilingues (1,2 %), selon Statistique Canada (2021). Beaucoup des nouveaux arrivants ne peuvent pas s'exprimer dans les deux langues officielles, ce qui pose plusieurs défis sur le plan de l'accessibilité. Le gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse a adopté en 2004 et en 2011 des lois sur les services en français qui stipulent les obligations des ministères provinciaux en matière d'offre de services publics dans cette langue. Ces lois sont « fragiles, car ces dispositions peuvent être révisées, voire abolies, sans la consultation ni le consentement de la population acadienne, comme en attestent les événements des deux dernières décennies » (Leger 2024, p. 50). Malgré l'existence de ces lois, les services ne se sont pas améliorés pour les nouveaux arrivants francophones.

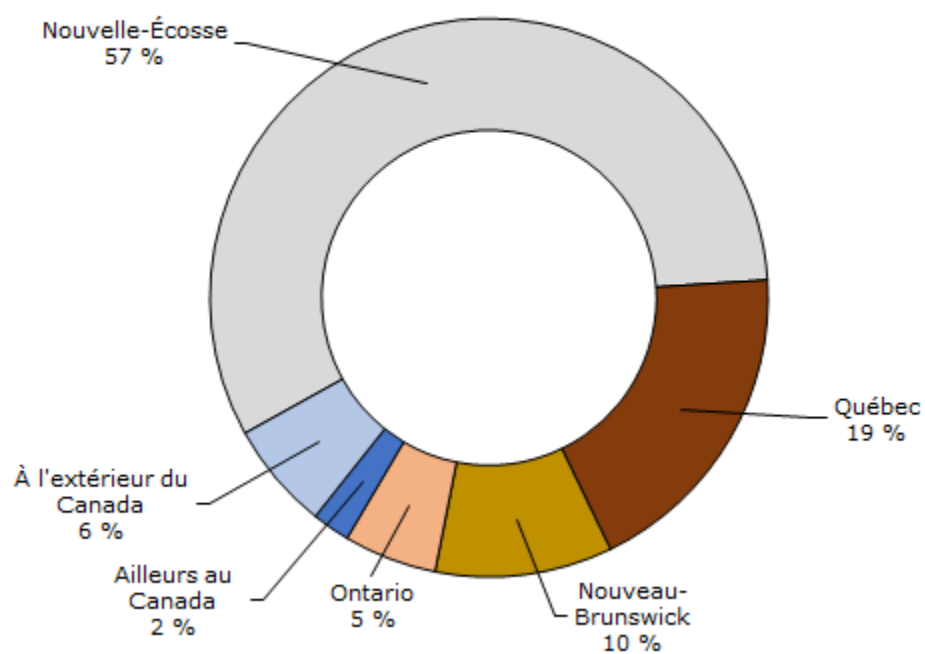
Selon Statistique Canada, « En 2021, 99 540 résidents de la Nouvelle-Écosse pouvaient soutenir une conversation en français. Ce nombre représente une hausse comparativement au nombre de résidents enregistrés en 1991 (+21 495) et en 2016 (+3 455). Le poids démographique de ces résidents a augmenté de 1991 à 2006, passant de 8,8 % à 10,6 %; il a ensuite diminué pour s'établir à 10,4 % en 2021.

La carte ci-dessous indique où se trouvent surtout les populations francophones et acadiennes.

Carte 1
Population ayant le français comme première langue officielle parlée, subdivisions de recensement, Nouvelle-Écosse, 2016



Graphique 6
Lieu de naissance de la population ayant seulement le français
comme première langue officielle parlée, Nouvelle-Écosse, 2021



Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021.

Tableau 11 – Utilisation du français au travail selon la fréquence et le secteur industriel, Nouvelle-Écosse, 2021

Secteurs industriels	Parle français au moins régulièrement (%)	Parle le plus souvent français (%)
Construction	2,9	3,0
Fabrication	5,3	5,7
Commerce de détail	6,8	4,8
Transport et entreposage	3,1	2,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,9	3,0
Services administratifs, services de soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	1,9	1,6
Services d'enseignement	22,9	40,9
Soins de santé et assistance sociale	10,7	8,5
Services d'hébergement et de restauration	1,9	1,6
Administration publique	18,8	6,9
Autres secteurs	20,2	21,5

Source : Adapté de Statistique Canada, 2021

Méthodologie

Pour ce projet, la méthodologie de recherche utilisée est qualitative et de type exploratoire. Cette méthode nous a permis de chercher des solutions efficaces aux différents défis que doivent relever les immigrantes francophones vivant dans la région de l'Atlantique et celles qui y sont nouvellement arrivées. Plusieurs enquêtes réalisées montrent que ces femmes rencontrent plus de difficultés en matière d'insertion à l'emploi que d'autres catégories de personnes (Alliance des femmes de la francophonie canadienne, 2021). La méthode qualitative s'intéresse à la description des expériences vécues et des croyances individuelles des personnes concernées. Dans cette étude, nous avons recouru au moyen le plus efficace pour relever les défis auxquels font face les femmes immigrantes francophones dans les provinces de l'Atlantique. Afin de bien cerner leurs préoccupations, nous avons utilisé la perspective constructiviste, qui leur a permis non seulement de mettre en relief les obstacles qu'elles rencontrent en matière de recherche d'emploi, mais aussi de contribuer directement à l'élaboration de pistes de solution à la fois adaptées à leurs problèmes et réalistes.

Le choix de ladite méthode a été fait dans le but de puiser l'information à la source et de contribuer à l'avancement des connaissances dans ce domaine. En effet, la situation des femmes immigrantes récentes vivant dans un milieu où le français est minoritaire n'est pas assez explorée. Cette recherche vise aussi à combler le vide existant dans les écrits scientifiques (Van der Maren, 1996), en plus de faciliter la recherche de solutions efficaces aux problèmes qui concernent cette partie de la population des provinces de l'Atlantique. Nous avons organisé des groupes de discussion d'une durée d'une heure environ. Nous avons aussi réalisé des entrevues individuelles et semi dirigées d'une durée de 30 à 45 minutes avec des participantes sélectionnées dans chaque province. Celles-ci ont répondu à un questionnaire sociodémographique.

Pourquoi avoir choisi ces outils de collecte de données ? En premier lieu, le groupe de discussion est un instrument important pour recueillir les propos des participantes, car il regroupe celles-ci dans un même cadre, soit en présentiel, soit en mode virtuel ou selon une formule mixte, afin de débattre sur les thèmes communs proposés par les chercheurs. Pour cette étude, nous avons eu régulièrement recours à la formule mixte et au présentiel, car les participantes rencontrées vivent dans des contextes différents, soit en milieu urbain ou rural. L'un des objectifs était de recueillir les propos des femmes immigrantes quel que soit leur lieu de résidence, afin de

déceler les différents défis qui se posent à elles dans leur démarche de recherche d'emploi. Le groupe de discussion mise essentiellement sur la dynamique des groupes, sans pour autant chercher à imposer un consensus ni même à faire valoir un point de vue particulier (Patriciu, 2001). Dans le cadre de notre étude, chaque participante a eu l'occasion d'exprimer librement son opinion sur les défis auxquels elle fait face dans sa recherche d'emploi. Cet outil nous a permis de recueillir dans un court laps de temps une quantité suffisante de données, ce qui a réduit le coût financier de notre recherche, vu l'étendue du territoire à couvrir. Comme cette enquête est de type exploratoire, le groupe de discussion présente l'avantage de nous fournir des données parfois difficiles à recueillir par d'autres méthodes de collecte (Morgan, 1997). L'entrevue individuelle et semi-dirigée est l'autre méthode de collecte de données utilisée dans cette étude. Étant donné que nous cherchions à recueillir les perceptions et les opinions d'un segment ou d'une tranche de la population considérée comme difficilement joignable, à savoir les femmes immigrantes francophones vivant dans un milieu où le français est minoritaire, les entrevues individuelles et semi-dirigées nous ont permis d'aborder des problèmes souvent cachés ou difficilement observables dans cette partie de la population (INSP, 2011). Les entretiens semi-dirigés nous ont aussi permis d'approfondir les questions qui étaient moins explorées lors des groupes de discussion.

Nous avons recruté nos participantes auprès d'organismes communautaires des différentes provinces. Nous avons aussi utilisé le téléphone, le courrier électronique, les réseaux sociaux et les contacts interpersonnels directs. Les participantes ont été préalablement informées des objectifs de cette recherche. Leur participation a été volontaire et libre de toute contrainte. Le groupe visé par cette étude est hétérogène et complexe. Malgré leur bonne volonté, nombre des femmes immigrantes francophones n'ont pu participer, parce qu'elles n'étaient pas disponibles au jour et à l'heure prévus pour la rencontre (manque de gardienne pour les enfants, difficulté à se déplacer, etc.). Voilà pourquoi nous n'avons pu rejoindre que le nombre des participantes visé au départ, soit 40, à raison de 10 par province. Ainsi, dès l'étape du recrutement, nous avons été confrontés à la réalité des femmes immigrantes récemment arrivées au pays.

Tableau 1 – Nombre de participantes par pays d’origine

Pays d’origine des participantes	Nombre par pays
Algérie	1
Belgique	1
Burundi	1
Cameroun	7
Côte d’Ivoire	3
Iran	1
France	2
Guinée Conakry	3
Maroc	1
Mexique	1
République démocratique du Congo	2
Tchad	2
Sénégal	1
Tunisie	2
Total	28

Les participantes à l’étude ont le français comme langue maternelle ou langue parlée couramment. Beaucoup viennent de pays qui ont le français comme langue officielle. Au moment des entretiens, plus de 60 % d’entre elles étaient au chômage et en recherche d’emploi. Les autres travaillaient à temps plein ou étaient entrepreneures. Quant à leur statut d’immigration, 68 % étaient résidentes permanentes, 12 % étaient citoyennes canadiennes, 8 % avaient le statut de réfugiées, 4 % étaient demandeuses du statut de réfugiée et 4 % étaient résidentes temporaires. Comme le montre le tableau 1 ci-dessus, ces femmes viennent de quatre continents différents : l’Afrique, l’Europe, l’Amérique du Nord et l’Asie. Les critères de sélection qui ont mené au choix des participantes étaient les suivants : 1) être une femme immigrante, 2) avoir le français comme langue maternelle, officielle ou apprise et 3) résider dans une des provinces de l’Atlantique.

Les résultats obtenus seront mis à la disposition de la Société nationale de l’Acadie – l’organisme commanditaire et subventionnaire de cette étude –, d’Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), des organismes francophones qui y ont collaboré et de toutes les participantes.

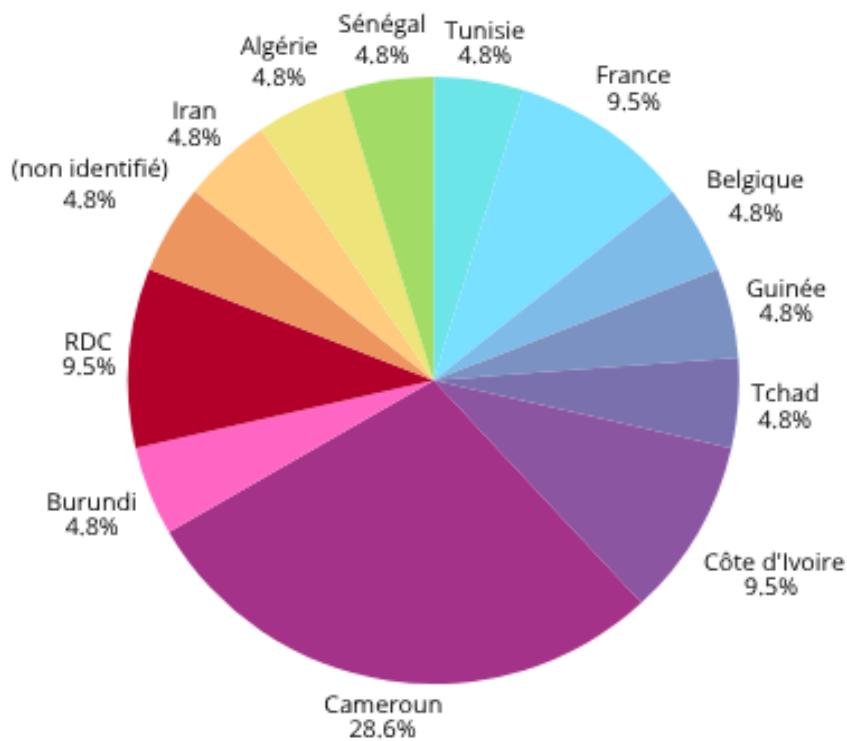
Avant de passer à la présentation des résultats, expliquons brièvement notre manière de procéder pour l'analyse des données recueillies. Au moyen de l'approche méthodologique qualitative, nous nous sommes dirigés vers une analyse de contenu de type thématique, tout simplement parce que cette technique de recherche permet d'exploiter totalement et objectivement le contenu d'un discours avant de l'interpréter. Grâce à cette démarche, nous avons été à même de bien cerner et de comprendre les propos des femmes immigrantes francophones face aux défis qu'elles rencontrent, et de réfléchir aux pistes de solution les mieux adaptées pour faciliter leurs démarches en matière de recherche d'emploi dans les milieux francophones minoritaires des provinces de l'Atlantique.

Le traitement des données de cette enquête n'a pas été fait à l'aide d'un quelconque logiciel spécialisé tel que Nvivo ou autres. Nous avons plutôt utilisé Microsoft Word pour procéder au nettoyage des discours (Blais et Martineau, 2006). Après lecture de ces données (contenu), nous sommes passés à l'étape de l'analyse, lors de laquelle nous avons cherché à dégager les extraits de propos présentant « un sens spécifique et unique » (Blais et Martineau, 2006), ou unité de sens. En utilisant la méthode préconisée par Paillé et Mucchielli (2003), nous avons fait ressortir les thèmes principaux et les thèmes émergents. Notons que le processus de thématisation s'est effectué d'abord à l'intérieur de chaque groupe de discussion avant que soient compilés les résultats. Ensuite, nous avons élaboré la grille conceptuelle qui a regroupé toutes les données pertinentes selon les thèmes établis.

Profils sociodémographiques des participantes

Les personnes rencontrées pour cette étude sont toutes des femmes immigrantes francophones issues de douze pays : la Côte d'Ivoire, la Belgique, le Cameroun, le Mexique, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Tchad, la Guinée Conakry, le Sénégal, la France, l'Iran et l'Algérie.

Quel est votre pays d'origine ?

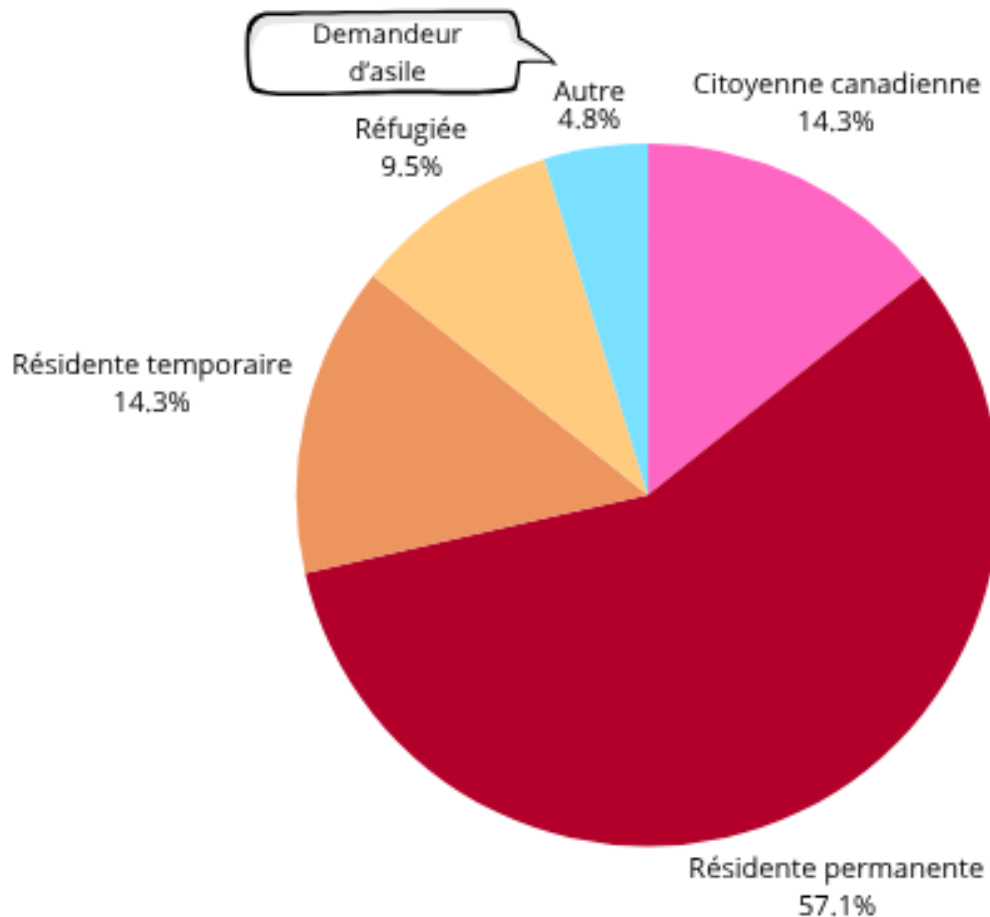


RDC = République Démocratique du Congo

Source : Questionnaire sociodémographique

Les résidentes permanentes représentent 63 % de l'ensemble; 18 % ont obtenu la nationalité canadienne, 9 % sont des réfugiées et 5 % ont le statut de résidentes temporaires, tandis que 5 % sont en attente de leur statut de réfugiée (demandeuses d'asile).

Quel est votre statut actuel au Canada ?

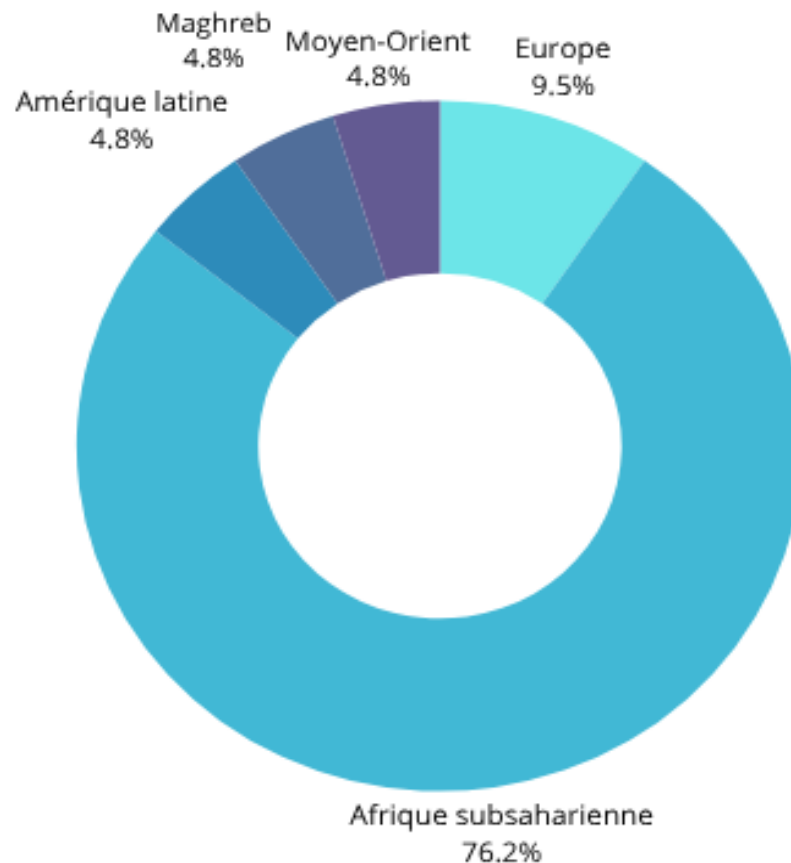


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, écrire « Demandeuse d'asile »; remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Parmi les femmes immigrantes francophones interviewées, 82 % sont venues de l'Afrique et du Maghreb, 10 % de l'Europe, 4 % de l'Amérique du Nord et 4 % de l'Asie (Moyen-Orient).

De quelle région du monde êtes-vous originaire ?

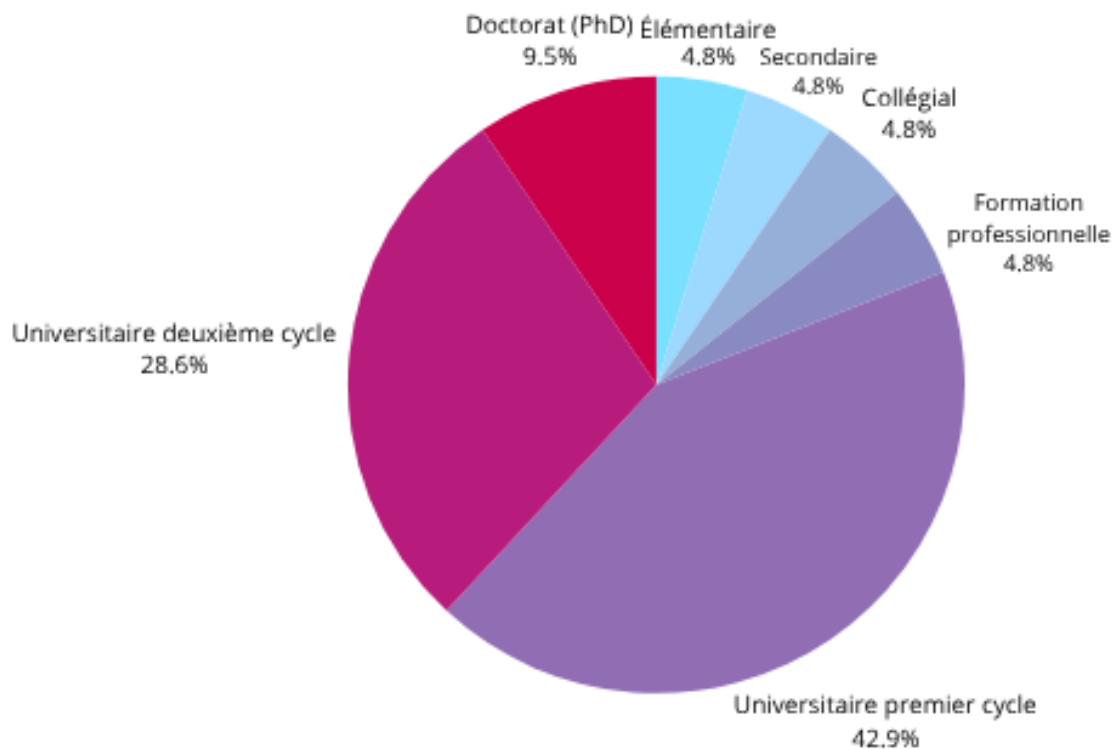


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Un grand nombre de ces femmes ont fait des études universitaires. Ainsi, 55 % détiennent un diplôme de premier cycle (baccalauréat), 18 % ont une maîtrise, 9 % sont titulaires d'un doctorat, 13 % ont un diplôme d'études secondaires et 5 % ont terminé des études collégiales.

Quel niveau avez-vous le plus atteint en éducation ?

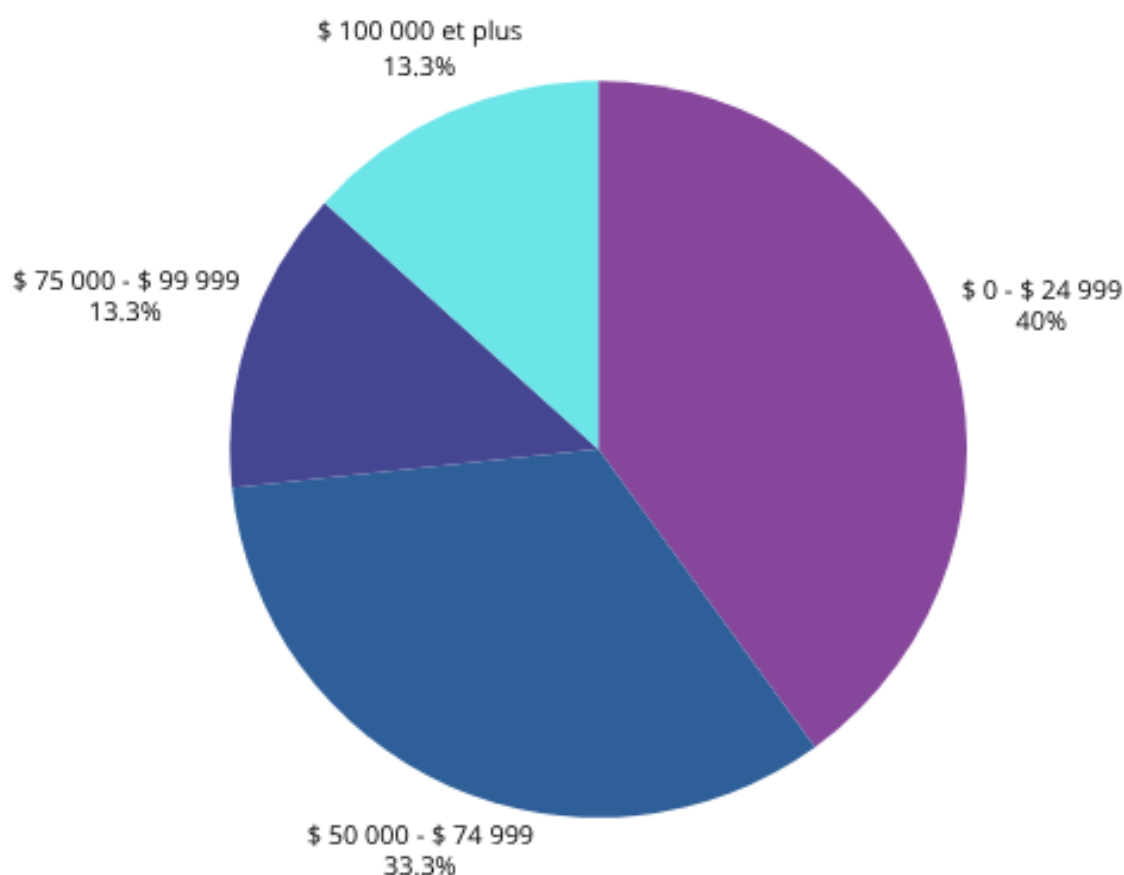


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, dans le titre, écrire « Quel niveau d'études avez-vous atteint ? »; remplacer « Universitaire deuxième cycle » par « Maîtrise »; remplacer « Universitaire premier cycle » par « Baccalauréat »; écrire seulement « Doctorat » (supprimer PhD); remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, indiquer la source du graphique.

Ces données permettent de croire que ces femmes sont suffisamment instruites pour bien intégrer le marché du travail dans les provinces de l'Atlantique. Plus de la moitié des participantes sont au chômage et à la recherche d'un emploi, et près de la moitié travaillent à temps plein. Parmi ces dernières, très peu affirment occuper un emploi qui correspond à leur niveau d'études et la plupart se sentent surqualifiées. Sur le plan du revenu annuel, 55 % d'entre elles affirment toucher un salaire annuel de 24 999 dollars et moins, 27 % déclarent qu'il se situe entre 50 000 et 74 999 dollars, 5 % disent gagner entre 75 000 et 99 999 dollars et 13 % gagnent plus de 100 000 dollars.

Quel est votre revenu familial annuel ?

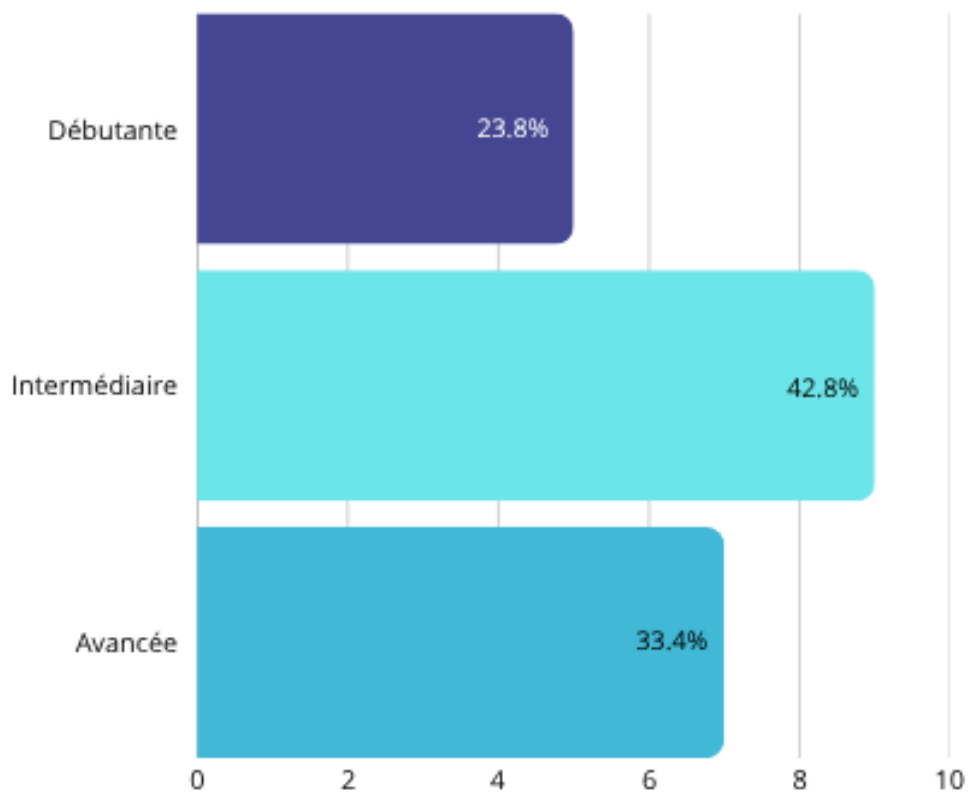


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, écrire 100 000 \$ et plus; 75 000 \$-99 999 \$; 50 000 \$-74 999 \$; 24 999 \$ et moins; remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, indiquer la source du graphique.

Comme la maîtrise de la langue anglaise représente le principal défi pour les femmes immigrantes francophones interviewées, nous leur avons demandé à quel niveau se situent leurs compétences en anglais. Parmi elles, 33,4 % estiment avoir un niveau avancé, 42 % affirment avoir un niveau intermédiaire et 23,8 % se situent au niveau débutant.

Quel est votre niveau d'anglais ?



Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, indiquer la source du graphique. Et uniformiser ces données avec celles du paragraphe précédent.

Tableau 2 – Caractéristiques sociodémographiques des participantes

Origine ethnique	Langue parlée	Statut d'immigration	Salaire annuel	Statut d'emploi	Niveau d'études	Niveau de langue anglaise	Compétences en informatique	Bénévolat
Mexique	Espagnol	Résidente permanente	50 000 - 74 999 \$	Temps plein	Études collégiales	Intermédiaire	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	Français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Baccalauréat	Avancé	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	Français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Baccalauréat	Débutant	Oui	Non
Belgique	Français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Temps plein	Maîtrise	Avancé	Oui	Non
Cameroun	Français	Résidente permanente	50 000 - 74 999 \$	Temps plein	Baccalauréat	Intermédiaire	Oui	Oui
Côte d'Ivoire	Français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Baccalauréat	Intermédiaire	Oui	Oui
Cameroun	Français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Doctorat	Intermédiaire	Oui	Non
Burundi	Kirundi	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Études secondaires	Intermédiaire	Oui	Oui
Rép. dém. du Congo	Swahili	Demandeuse d'asile	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Études secondaires	Intermédiaire	Oui	Oui

Tchad	Arabe	Réfugiée	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Baccalauréat	Débutant	Non	Non
Tchad	Arabe	Réfugiée	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Études secondaires	Débutant	Oui	Oui
Cameroun	Français	Résidente permanente	50 000 - 74 999 \$	Temps plein	Baccalauréat	Avancé	Oui	Oui
Cameroun	Français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Baccalauréat	Débutant	Non	Oui
Guinée Conakry	Malinké, français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Maîtrise	Intermédiaire	Oui	Oui
Cameroun	Français, éton	Citoyen canadienne	100 000 \$ et +	Temps plein	Baccalauréat	Intermédiaire	Oui	Oui
Cameroun	Français	Résidente permanente	24 999 \$ et moins	Sans emploi	Baccalauréat	Intermédiaire	Oui	Oui
Cameroun	Français	Citoyenne canadienne	50 000 - 74 999 \$	Temps plein	Baccalauréat	Intermédiaire	Oui	Oui
Rép. dém. du Congo	Français	Citoyenne canadienne	50 000 – 74 999 \$	Temps plein	Maîtrise	Intermédiaire	Oui	Oui
France	Français, anglais	Résidente temporaire	75 000 - 99 999 \$	Temps plein	Maîtrise	Avancé	Oui	Oui
Iran	Français, perse	Résidente permanente	100 000 \$ et +	Temps plein	Doctorat	Avancé	Oui	Oui
Algérie	Français, arabe	Citoyenne canadienne	100 000 \$ et +	Temps plein	Baccalauréat	Intermédiaire	Oui	Oui
France	Français, anglais	Résidente temporaire	50 000 - 74 000 \$	Temps plein	Baccalauréat	Avancé	Oui	Oui

Tableau adapté du Statistique Canada, 2021

Tableau 3 – Femmes immigrantes et non immigrantes ayant une connaissance du français

	Femmes immigrantes				Femmes non immigrantes			
	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Aucun certificat, diplôme ou autre	9 %	5 %	9 %	14 %	12 %	16 %	20 %	23 %
Diplôme d'études secondaires ou attestation équivalente	16 %	18 %	11 %	20 %	32 %	21 %	19 %	24 %
Certificat, diplôme ou attestation d'études postsecondaires	71 %	79 %	75 %	66 %	57 %	63 %	61 %	53 %

Tableau adapté de Statistique Canada, 2021

Selon Statistique Canada (2021), les femmes immigrantes francophones présentent, en moyenne, un niveau de scolarité plus élevé que les femmes francophones non immigrantes. À l'échelle nationale, 71 % des immigrantes francophones détiennent un certificat, un diplôme ou une attestation d'études postsecondaires. Dans les provinces de l'Atlantique, cette proportion est similaire, à l'exception du Nouveau-Brunswick, où elle est légèrement inférieure (66 %). Dans l'ensemble des provinces de l'Atlantique, le taux des femmes immigrantes francophones qui détiennent un diplôme d'études postsecondaires est supérieur de 28 % à celui des femmes francophones non immigrantes. Ces données sont similaires à celles de notre enquête réalisée auprès d'immigrantes francophones dans les quatre provinces de l'Atlantique que nous avons étudiées. Le fait que la majorité ait du mal à faire reconnaître les études et les acquis réalisés à l'étranger les contraint à vivre dans la précarité ou à trouver d'autres moyens de survie.

Résultats de la recherche

Dans leur démarche d'intégration professionnelle dans la société canadienne et particulièrement dans les provinces de l'Atlantique, les immigrantes francophones ont relevé plusieurs défis dont les principaux sont exposés dans les pages qui suivent.

Barrière linguistique

Les personnes candidates à l'immigration perçoivent le Canada comme un pays bilingue où les deux langues officielles sont utilisées à parts égales sur toute l'étendue du territoire national en tant que langues de travail et de communication. Grande est la surprise, pour certaines personnes immigrantes francophones nouvellement arrivées, de constater que c'est l'anglais qui y est le plus utilisé, sauf au Québec. Les femmes immigrantes francophones rencontrées dans le cadre de cette étude ont désigné la barrière linguistique comme étant le défi le plus important dans leur processus de recherche d'emploi et dans d'autres contextes tels que les services de garde pour les enfants.

La première des choses, c'est la langue. [...] J'étais enceinte. Il me fallait me trouver un emploi, il me fallait me trouver un logement et tout. Tout était en anglais, alors que moi, j'étais complètement francophone. Donc, ça n'a pas été facile. La garderie en anglais, tout ça...(IIPE)

La situation est semblable, même dans les régions où l'on considère que la langue maternelle est le français et qui sont situées en grande partie à l'extérieur des zones urbaines. Dans ces milieux où cohabitent francophones, Acadiens et anglophones, l'anglais est la langue dominante dans les affaires. Les employeurs francophones préfèrent engager des anglophones ou des personnes bilingues, au détriment des femmes immigrantes francophones unilingues.

Le premier obstacle auquel moi j'ai fait face, c'était la langue. Je ne parlais pas l'anglais et en zone rurale, il n'y a pas beaucoup d'opportunités d'emploi. La Nouvelle-Écosse étant une province anglophone, il n'y avait pas de travail en français, surtout en zone

rurale. [...] Il y a eu des semaines où je passais trois, quatre, cinq entrevues, et j'avais toujours la même réponse : « On apprécie vraiment vos compétences, mais vous devrez interagir avec les clients et les partenaires en anglais principalement. » (I1NS)

Après de nombreuses tentatives, certaines femmes immigrantes francophones qui croyaient trouver du travail et s'installer dans les provinces de l'Atlantique ont carrément décidé de quitter la région pour aller tenter leur chance ailleurs. Une immigrante francophone mais bilingue qui travaille dans une structure d'accueil et d'intégration anglophone confirme les raisons de ce déménagement :

Je travaille beaucoup avec des femmes immigrantes qui sont généralement francophones, qui ne parlent que français. Elles ne connaissent pas la langue anglaise. La moitié de ces femmes n'arrivent pas à rester à Halifax; elles déménagent dans une autre province, surtout à Gatineau, Montréal ou Québec, pour pouvoir trouver du travail. (I2NS)

Je peux dire que dans mes sept ans d'expérience ici à Halifax, beaucoup de clientes francophones ont déménagé. Elles n'ont pas trouvé de travail stable ici. [...] On les appelait parfois pour du travail occasionnel, une ou deux fois par semaine. (I2NS)

Une participante immigrante francophone arrivée en Nouvelle-Écosse souligne les difficultés que les femmes issues de l'immigration et venues des pays de la francophonie internationale ont connues pour apprendre l'anglais. Selon elles, il n'y avait pas de services pour les aider à s'établir et à s'intégrer, et pas de cours de langue pour les femmes immigrantes unilingues francophones.

J'ai mis huit mois à apprendre la langue, même si j'ai un diplôme français en économétrie. [...] Oui, rien que pour l'anglais, à l'époque, j'ai pris quatre sessions d'anglais à l'université, au centre English as a Second Language, et ça m'a coûté beaucoup d'argent, dans les 8 000 dollars. (I5NS)

Autre obstacle et non le moindre : le rejet ou le refus d'accepter les documents scolaires en français. Aucun service n'est offert pour traduire les relevés de notes écrits en français et ceux-ci doivent être traduits en anglais pour être acceptés. Sachant que ces services de traduction coûtent cher aux personnes immigrantes nouvellement arrivées et sans emploi, cette longue et complexe exigence des employeurs des ordres professionnels décourage les femmes immigrantes et les freine dans leur démarche de recherche d'emploi.

C'est vrai que c'est une province anglophone, mais on dit aussi qu'elle favorise le français. Malheureusement, on n'a pas accepté mes relevés de notes ou le descriptif de cours que j'avais avec moi en français. On ne les a pas acceptés et on m'a dit que ces documents doivent être traduits en anglais. (I6NS)

Faire traduire, ça peut coûter une fortune. Mais aussi, on m'a proposé de les traduire et de les faire valider par un de mes professeurs. J'ai montré le document à un de mes professeurs qui a enfin accepté de valider la traduction de ces cours. (I6NS)

Si les gouvernements provinciaux et fédéral ainsi que les organismes francophones et acadiens ne ménagent aucun effort pour attirer les personnes immigrantes francophones dans les provinces de l'Atlantique, les défis à relever sont encore nombreux. Cela pourrait décourager de nombreuses femmes immigrantes francophones qui ont des enfants, et qui souhaitent se mettre au travail et s'intégrer rapidement dans ces provinces.

La province est en train d'essayer d'avoir plus de francophones, mais ce n'est vraiment pas simple. Pour réussir, il faut vraiment de la résilience. [...] En tant que femme immigrante francophone avec deux enfants, j'ai dû relever plusieurs challenges en même temps, plusieurs défis. (I6NS)

Les femmes immigrantes francophones tirent un constat unanime : l'information véhiculée sur le bilinguisme canadien et le fait que les provinces de l'Atlantique cherchent des immigrants francophones ne sont valides « que sur papier » et en réalité, ce n'est pas le cas. Cette constatation est faite par l'ensemble des participantes à cette étude.

La langue constitue une très, très grande barrière. Quelles que soient les compétences que tu peux prouver, il faut être bilingue ou pouvoir s'exprimer en anglais. [...] La province recherche des francophones, mais ce n'est que sur papier. (I8NB)

Le Nouveau-Brunswick est une province bilingue qui accueille beaucoup de francophones, mais la réalité, c'est que le marché du travail est souvent dominé par l'anglais. Donc, il devient difficile, pour celles d'entre nous qui apprennent encore l'anglais, d'accéder à un emploi qui est stable et valorisant. (I3NB)

À Saint-Jean de Terre-Neuve-et-Labrador comme dans d'autres provinces de l'Atlantique, le défi linguistique constitue la première préoccupation des femmes immigrantes francophones nouvellement arrivées. Elles se sont rapidement rendu compte que leurs chances de pouvoir travailler en français étaient presque inexistantes. Même les organismes francophones exigent d'être bilingue ou d'avoir une grande connaissance de l'anglais pour y travailler.

Mon éducation au primaire, c'était en français. Je suis une francophone, j'ai travaillé en français; j'étais dans les ressources humaines pendant 15 ans et quand je suis venue, bien sûr, je ne voulais pas chercher le même poste. Je voulais vraiment voir d'autres choses, mais quand on est venus à Terre-Neuve, je n'avais pas beaucoup de choix et ma première occasion de travailler, c'était avec la petite enfance, parce qu'il y a un manque terrible d'éducatrices francophones. (I1TNL)

Et là, elle me demande : « Tu parles français ? Est-ce que tu viens nous aider ? » J'ai dit : « Pourquoi pas ? » Ce n'était pas mon projet, mais pour un premier travail, ça allait. Malheureusement, moi, je ne parle pas anglais. C'était un peu difficile de trouver un emploi, parce qu'il faut être bilingue, mais moi, j'étais juste francophone. J'ai accepté, j'ai aimé l'expérience et je suis retournée aux études. (I1TNL)

Nombre de femmes immigrantes francophones acceptent de vivre le « décrochage culturel » par manque de possibilité de travailler en français. Elles délaissent progressivement le français pour adopter la langue et la culture anglaises. Les provinces de l'Atlantique recrutent des personnes immigrantes francophones pour renforcer la population francophone vieillissante, en vue de favoriser leur revitalisation ethnolinguistique. Malheureusement, par manque d'intégration professionnelle, les nouvelles arrivantes francophones vont travailler en anglais et se font assimiler avec le temps.

J'ai appris le français quand j'étais en France. Entre 2010 et 2016, j'étais en France pour ma thèse de doctorat et après ma soutenance, en 2016, je suis rentrée dans mon pays, l'Iran, et j'y suis restée de 2016 à 2023. Puis, je suis venue au Canada. Ma première langue, c'est le persan, le farsi, et ma deuxième langue étrangère, c'était le français. Mais quand je suis arrivée ici, à Terre-Neuve, j'ai décidé d'abandonner la langue française.

(I2TNL)

C'est vrai que le français, c'est vraiment une langue magnifique, mais maintenant, je cherche des mots en français, parce que je travaille avec des anglophones. Je commence à perdre mon français, même si j'ai reçu une éducation francophone. C'est maintenant difficile de discuter sans mélanger le français et l'anglais. (I1TNL)

Pendant un an, j'ai beaucoup pratiqué mon anglais; je travaille en anglais, j'étudie en anglais, j'ai travaillé et essayé de parler en anglais. Une nuit, j'ai rêvé que je parlais en français avec une amie et j'ai pleuré. C'était un vrai cauchemar. Je me suis dit que je perdais mon français. (I2TNL)

Dans toutes les provinces de l'Atlantique où nous avons collecté des données, le véritable problème ou l'obstacle majeur qui freine la majorité des immigrantes unilingues francophones est généralement la non-maîtrise de la langue anglaise. Issues pour la plupart de pays membres de la francophonie internationale, la langue officielle de ces femmes est le français. À leur arrivée au

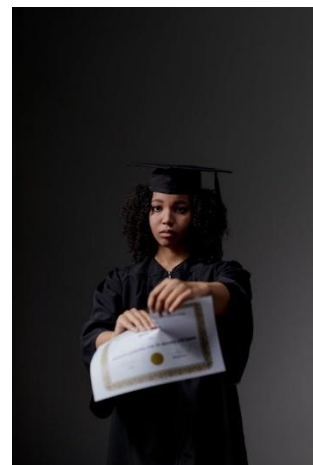
Canada, celles qui ont étudié et travaillé dans leur pays d'origine et qui y ont acquis des diplômes et de l'expérience se retrouvent dans un pays bilingue, face à une réalité à laquelle elles ne s'attendaient pas. Cette situation les surprend, parce qu'on leur avait dit qu'avec le français, elles auraient l'occasion de travailler partout au Canada et que, par ailleurs, les communautés francophones vivant en milieu minoritaire seraient prêtes à les accueillir et à les intégrer. Certaines femmes immigrantes francophones rejoignent la communauté anglophone pour avoir accès à plus d'opportunités, car, dans la majorité des provinces étudiées, le capital économique se trouve chez les anglophones.

Reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle acquis à l'étranger

La non-reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle acquis dans d'autres pays représente une difficulté qui touche la majorité des personnes immigrantes, particulièrement celles qui viennent de pays dits « en voie de développement ». Il y a lieu de nuancer le propos ici, car les diplômes obtenus à l'étranger ne s'équivalent pas. Le choix de reconnaître ou non un diplôme varie en fonction des pays d'origine. Ainsi, ceux qui sont acquis en Occident sont davantage valorisés que ceux qui ont été obtenus en Afrique, par exemple. Par ailleurs, certaines participantes d'origine africaine qui détiennent des diplômes acquis en Occident vivent la même réalité que des femmes qui ont fait leurs études en Afrique.

Pour moi, ça va, parce que j'ai un diplôme de la France et que les diplômes de ce pays sont reconnus ici. Par contre, ceux d'autres pays ne le sont pas, comme c'est le cas, par exemple, du doctorat en économie de mon mari. (I2TNL)

Je peux dire qu'au début, j'étais un peu déçue, en tant que nouvelle arrivante. Je ne savais pas que ça allait être vraiment un grand défi pour moi. J'étais très déçue que mon diplôme, ma propre expérience, ne soient pas reconnus. Mais après, je me suis dit que c'est comme ça, que je devais l'accepter. On a besoin de travailler. (I1TNL)



La reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger passe par les ordres professionnels de chaque province. Les critères sont parfois différents d'une profession à une autre et d'une province à une autre. Même si les processus à suivre semblent similaires, certains ordres professionnels sont plus exigeants que d'autres. Les organismes communautaires d'accueil et d'intégration sont parfois incapables d'aider les personnes immigrantes francophones à faire valoir leurs acquis.

Le processus de reconnaissance des diplômes est long et fastidieux. Les organismes d'accueil ont encore un certain chemin à parcourir. (I7NB)

Non, mon diplôme n'était pas reconnu comme master. Il a fallu que j'étudie encore un à deux ans à l'université. C'était encore un gros investissement d'argent, et aussi de temps. (I5NS)

Mon gros défi, c'était sur le plan de mon expérience. J'ai travaillé neuf ans en gestion de projets pour la compagnie IBM en Europe. Donc, quand je suis arrivée ici, j'ai cherché forcément du travail dans la gestion de projets et je n'ai rien trouvé. J'ai commencé à postuler dans les centres d'appels et là, j'ai eu du travail. (I7NB)

Il est important de souligner que certaines des femmes immigrantes rencontrées sont arrivées dans les provinces de l'Atlantique en tant qu'étudiantes internationales et sont devenues résidentes à la fin de leurs études. Ces femmes ne sont pas concernées par la non-reconnaissance de leurs diplômes, mais se butent à d'autres problèmes, dont la barrière linguistique, le manque de réseaux, le manque d'expérience canadienne, la discrimination systémique, etc.

Quand j'ai obtenu mon diplôme, en 2016, ce n'était pas d'abord ouvert. La réalité, c'est qu'il y a plus de possibilités, d'ouverture. Ce n'était pas ouvert dans le sens où il n'y avait pas cette facilité d'accès. Les immigrants n'étaient pas fortement représentés. (I5NB)

L'autre problème, c'est que tu vas beaucoup postuler, mais tu n'auras jamais de projet.

J'ai l'impression que ce qui marche le plus ici, c'est la recommandation, le réseau. Il faut

connaître quelqu'un qui connaît quelqu'un qui travaille dans cette entreprise-là. Tu dois demander à cette personne-là de te recommander, sinon, ça n'aboutira jamais. (I5NB)

L'enseignement collégial est-il un raccourci mal exploré par les femmes immigrantes francophones pour rejoindre le marché du travail ? Dans le cas des étudiantes internationales qui optent majoritairement pour des études universitaires, la réalité les rattrape à la fin du cycle. Certaines manquent d'expérience de travail pour n'avoir pas suivi le programme de coopérative, qui les aurait connectées au marché de l'emploi et les aurait amenées à acquérir une expérience canadienne. Nombre d'entre elles optent pour les centres d'appels; cela les éloigne de leur formation initiale et elles se retrouvent surqualifiées et sous-payées. La pandémie de la COVID-19 a accéléré l'émergence du télétravail. Au début, les centres d'appels se trouvaient surtout au Nouveau-Brunswick. Maintenant, même si les centres d'appels offrent de bas salaires, le télétravail permet de résoudre le problème du manque de garderies. Certaines femmes sont obligées d'y rester, faute de moyens. D'autres, cependant, décident de retourner aux études au niveau collégial dans des domaines où elles peuvent se qualifier pour les postes disponibles sur le marché du travail.

C'est vrai qu'il y a de la demande dans certains domaines. Moi, après être arrivée ici, comme je vous ai dit, je suis allée au Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, en soins infirmiers. (I7NB)

Le manque d'information fait en sorte que beaucoup de personnes immigrantes suivent des formations universitaires qui ne leur permettent pas de se trouver rapidement du travail par la suite.

Services de garde

Les femmes immigrantes francophones qui vivent dans les provinces de l'Atlantique, comme les autres personnes immigrantes, choisissent cette région du Canada pour y vivre et travailler. Celles qui ont des enfants ont nécessairement besoin de recourir aux services de garde de leur communauté.

Or, il est très, très difficile d'accéder à des services de garde en français dans plusieurs provinces de l'Atlantique. Et lorsque ces garderies existent, les listes d'attente sont très longues. Cette difficulté empêche un grand nombre de femmes immigrantes de chercher du travail ou d'étudier. Le manque de souplesse des horaires des garderies sont



incompatibles avec les heures de travail de certaines professions (par exemple, les infirmières).

En raison du manque de places dans des services de garde subventionnés (à 10 dollars par jour), certaines femmes immigrantes payent le prix fort pour faire bénéficier leurs enfants de services de garde.

Les garderies à 10 dollars? Moi, je ne sais même pas comment je peux expliquer ça. Oui, on a des garderies à 10 dollars, mais ça ne donne rien si tu n'as pas de place. (I2IPE)

Le problème du manque de places disponibles se pose dans toutes les provinces de l'Atlantique. Les femmes qui obtiennent la possibilité de travailler, mais qui n'ont pas de services de garde, sont obligées de rester au chômage. Les frais dans une garderie non subventionnée reviennent à 180 dollars par semaine et par enfant.

Bon, un autre aspect important, c'est le manque de places dans les garderies subventionnées si tu as des enfants. Même si tu veux travailler, même si quelqu'un te propose un boulot, si tu n'as pas de place dans une garderie, tu ne peux pas travailler.

Finalement, les garderies qui ont des places sont des garderies non subventionnées. Et le coût n'est pas à la portée de quelqu'un qui ne travaille pas, de quelqu'un qui est à la recherche d'un emploi. (I8NB)

À Moncton, certaines femmes immigrantes d'origine africaine se regroupent en association pour s'entraider et gardent les enfants à tour de rôle, afin de pouvoir travailler et de ne pas payer les services de garde à prix élevé.

On est toujours sur la liste d'attente. Les garderies privées, c'est cher, c'est 50 \$ par jour. Ça revient à quasiment 1 000 dollars par mois, entre 1 000 et 1 200 dollars si tu fais garder le week-end. Dans mon boulot, on travaille souvent le week-end, et donc, je la fais garder. (I1IPE)

Comme je devais aller travailler à l'extérieur de la ville, j'appelle une amie pour lui demander si elle peut venir dormir à la maison. Il m'est arrivé de devoir payer une autre étudiante pour venir dormir avec ma fille, parce que je devais aller travailler. (I7NB)

L'autre problème, c'était de m'insérer professionnellement dans la mesure où je venais d'arriver, j'avais un enfant, et pas de garderie. Avec un permis de travail ouvert, en tant que résidente temporaire, on n'a pas accès à certains privilèges, à certaines aides. Je suis encore sur la liste d'attente pour une garderie, ce qui fait que je ne peux pas travailler. (E3T)

Les femmes immigrantes dont les jeunes enfants ont des besoins spéciaux sont affectées davantage par la pénurie de services de garde adaptés. Elles ne peuvent pas se permettre de les placer dans des garderies privées en raison des frais élevés, surtout pour une personne sans emploi, et sont donc condamnées à dépendre de l'aide gouvernementale.

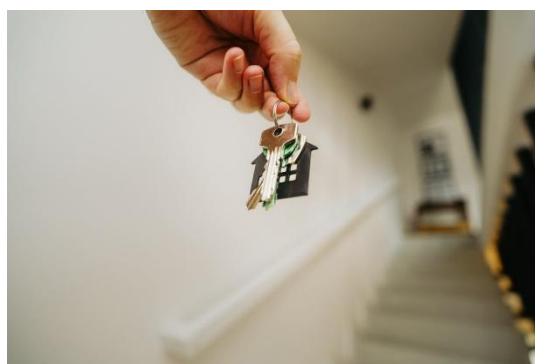
Logement non abordable

Le logement non abordable figure parmi les problèmes soulevés par les femmes immigrantes francophones. Cette situation est particulièrement difficile dans les grands centres urbains. Les nouvelles arrivantes qui n'ont pas de réseau de contacts éprouvent davantage de difficultés à se loger que les autres. Beaucoup de femmes immigrantes n'ont pas de voiture et ne peuvent donc pas habiter à l'extérieur des centres urbains, car elles ont besoin des transports en commun. Elles sont exposées aux coûts élevés du logement et leurs démarches de recherche d'un logement se font en très grande partie en anglais. Ainsi, les femmes immigrantes unilingues

francophones doivent recourir aux services de personnes qui s'expriment en anglais ou trouver de l'aide auprès des organismes francophones de la région, s'il y en a.

Je n'avais aucune idée qu'un organisme comme ça existait et c'est là que j'ai été en contact avec la Coopérative d'intégration francophone. Donc, je me souviens encore de son nom, c'était l'agente X, elle m'a contactée et elle m'a aidée, notamment à trouver un logement. C'est elle qui faisait les visites et elle me tenait au courant. Donc, franchement, l'aide de la CIF, c'était vraiment génial. (I2IPE)

Il faudrait noter que les provinces de l'Atlantique font face à une crise en matière de logement. À cause de la rareté des logements en location, les loyers ont fortement augmenté et les propriétaires peuvent choisir leurs locataires. Les femmes immigrantes francophones, surtout celles qui sont issues d'une minorité ethnique, peinent à se loger et se sentent discriminées. Certaines d'entre elles peuvent rester longtemps dans des logements de type Airbnb ou à l'hôtel avant de parvenir à se loger convenablement. Cette situation instable n'aide pas à se concentrer sur la recherche d'emploi.



Pour ce qui est du logement, il y a plus de demandes que d'habitations disponibles. C'est un gros problème au centre-ville, notamment à Charlottetown, parce que beaucoup de logements servent à Airbnb. C'est donc très compliqué de trouver un logement et les loyers sont très chers. On est dans les mêmes prix qu'à Montréal, à peu près, voire plus cher, parce qu'il y a plus de demande que d'offre, et forcément, les propriétaires en profitent. (I1IPE)

Franchement, au début, c'était très difficile. Chercher un logement à Saint-Jean, c'était compliqué. Les deux premiers mois, il y avait seulement des Airbnb, et toutes nos

économies y sont passées. Donc, ma première difficulté a été de trouver un logement. On en a trouvé un qui était super cher, mais on n'a pas le choix, on l'a conservé. (E3TN)

Discrimination systémique

Les femmes immigrantes francophones ne vivent pas toutes la même réalité face à la discrimination. Celles que nous avons rencontrées ont connu des expériences différentes selon leur origine ethnique, leur religion ou leur race. Dans leur recherche d'emploi, les femmes immigrantes francophones racisées peuvent subir une triple discrimination due à la langue, à la couleur de leur peau et à leur genre. Elles doivent aussi faire face à la difficulté de faire reconnaître les diplômes et l'expérience acquis à l'étranger par les ordres professionnels. Leur intégration sur le marché du travail peut donc prendre plusieurs années. Selon certaines de ces femmes, même celles qui ont étudié au Canada se sentent victimes de discrimination en raison d'un manque d'ouverture d'esprit.

C'est la réalité de tous les immigrants. Quand tu obtiens ton diplôme universitaire, ton premier choix, c'est le centre d'appels. Tout le monde allait soit dans un centre d'appels, soit dans un foyer de soins... On préférait quelqu'un qui s'appelait Leblanc, ou Desjardins, ou Boudreau... (I5NB)

Dans mon business, je suis la seule immigrante dans mon lieu de travail et je sais qu'au début, il y a sept ans, il y avait un malaise. C'est-à-dire que quand ils me voyaient, tu pouvais lire leur non-verbal. C'est comme si on me regardait de haut, comme si on se disait « Qu'est-ce qu'elle fait là? » Pour gagner leur respect, il a fallu que je leur prouve que je suis capable de faire le travail. (I3NS)

Dans mon cas, en 2016, c'était difficile, mais maintenant, c'est différent. Il y a des gens qui finissent par trouver du travail. Mais [...] les mentalités n'étaient pas pareilles, les gens n'étaient pas ouverts. C'était juste ça. Il y avait le racisme systémique. (I5NB)

Depuis un moment, les femmes constatent que les employeurs ont l'esprit plus ouvert envers les travailleuses immigrantes. Elles peuvent donc être embauchées dans des entreprises autres que les centres d'appels.

Les gens sont plus ouverts, plus sensibilisés. Je pense aussi que l'immigration a explosé.

Les employeurs n'ont pas le choix et doivent embarquer. (I5NB)

Un grand nombre des femmes immigrantes francophones qui occupent un emploi à temps plein affirment qu'elles sont surqualifiées pour les postes qu'elles occupent. Elles pensent que leurs employeurs n'ont pas estimé leurs compétences à leur juste valeur.

Ah oui, l'emploi que je fais maintenant... Je ne vais pas dire que je suis surqualifiée.

Pourquoi? Parce que même le travail que je fais maintenant, j'ai dû l'apprendre. (I7NB)

Certaines femmes se sont senties obligées de retourner aux études en raison du manque de reconnaissance de leurs études et de leur expérience acquise à l'étranger. Une telle décision exige beaucoup de courage et de détermination. Pour les femmes célibataires ou monoparentales, la tâche est ardue, à cause de tous les défis mentionnés ci-dessus.



Étudiantes internationales : une méconnaissance du système ?

À leur arrivée, de nombreux étudiants n'ont pas les outils nécessaires pour réussir en Amérique du Nord. Ils ne sont pas au courant des facteurs clés pour réussir une intégration au Canada. Ils ne connaissent pas le système de santé, l'assurance maladie, etc. Un article portant sur l'internationalisation soulignait à juste titre que : « Quand l'étudiant international d'origine africaine rate ses études supérieures, ce n'est pas par manque de connaissances, parce qu'il

ne maîtrise pas le droit, l'administration des affaires ou l'ingénierie. **Il rate ses études par manque cruel de *soft skills*.** Il ne possède pas les clés du métier d'étudiant, rarement les codes de décryptage du pays d'accueil et, il est surtout égaré dans un dédale de démarches administratives » (Jeune Afrique, 2023)

En somme, la composition de la « clientèle » des établissements d'enseignement postsecondaire francophones a profondément changé au cours des dix dernières années. Cette population étudiante a des besoins spécifiques. Toutes les autres parties prenantes doivent tenir compte de cette *nouvelle* réalité.

Non, au collège, on t'enseigne avec le système sur le marché du travail; à l'université, c'est général. À moins que tu suives le programme coop, où tu vas participer à des stages. Au CCNB, ils vont t'enseigner avec les systèmes qu'on utilise en entreprise et ils exigent un stage. Donc, c'est vraiment le monde du travail, parce que les enseignants au Collège, ce sont des professionnels, ce sont des gestionnaires, ce sont des enseignants qualifiés, là. On t'apprend vraiment le monde du travail. (I5NB)

Moi, je pense qu'ici, à l'université, il faut qu'on mette plus en avant le programme coop, parce que je pense que si j'avais eu la chance de le suivre, je ne serais pas au chômage. C'est à ma troisième année qu'on m'a parlé du programme coop et c'était déjà trop tard. (I4NB)

Le transport, un enjeu important qui demeure « sous le radar »

La question du transport est un enjeu important dans les quatre provinces. Dans les régions rurales, la question de la mobilité se pose avec acuité pour les femmes immigrantes qui n'ont pas de voiture et de permis de conduire. En effet, en dehors des centres, les distances à parcourir sont parfois très grandes. Les services de transport en commun n'existent tout simplement pas, et lorsqu'ils existent, les femmes immigrantes ne sont pas au courant. Pour les femmes qui habitent

dans ces régions, il devient difficile de se trouver du travail. Le peu de transport qui existe est spécialement destiné aux personnes âgées, qui veulent rester chez elles le plus longtemps possible. Le transport joue aussi un rôle clé pour accéder au réseau de services donnés en français. C'est même un des déterminants de la santé dans un milieu où le français est minoritaire, parce que les établissements de santé se trouvent loin des régions rurales.



Quand j'ai trouvé mon logement, je me suis rapprochée, mais il y avait encore le problème du transport. Si je devais partir quelque part, le bus [...] Le réseau de bus n'est pas développé, ici. Je pouvais mettre deux heures pour aller du point A au point B et faire un trajet qui prend juste 15 minutes en voiture. Ça coûtait cher en taxis, tous ces va-et-vient avec ma fille. (E3TNL)

Manque d'informations sur les organismes francophones

Plusieurs participantes nous ont mentionné qu'elles ne connaissaient pas l'existence de ressources et de services en français offerts par leur communauté, où cette langue est minoritaire. Dans chacune des quatre provinces, de nombreuses structures accueillent les personnes immigrantes nouvellement arrivées. Malheureusement, celles-ci fonctionnent en silos. Par ailleurs, les différents gouvernements offrent des informations en ligne aux immigrants. Malgré l'existence de ces structures, des insuffisances persistent sur la façon dont ces informations rejoignent les femmes immigrantes nouvellement arrivées.

Les organismes francophones ont pour mission de faciliter l'accueil, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes en leur offrant des services, de l'appui et de l'information. Malheureusement, cette dernière, bien que disponible, est souvent éparpillée et très fragmentée. Plusieurs participantes ont mentionné qu'elles utilisaient les services des organismes d'accueil anglophones, particulièrement en ville. Par ailleurs, en région, les services offerts sont rares. Dans certaines régions, les nouvelles arrivantes ne connaissent pas l'existence des organismes

francophones, parce que ceux-ci n'utilisent pas les bons canaux de communication et fonctionnent souvent de manière isolée.

Les entrevues et les discussions de groupes ont aussi montré qu'il existe des barrières culturelles de part et d'autre. En effet, on observe une méconnaissance des cultures et de l'expérience des nouveaux arrivants par certains organismes d'accueil et d'intégration. Et de leur côté, les nouvelles arrivantes ne connaissent pas les normes culturelles et les codes sociaux de leur société d'accueil.

Moi, quand je suis arrivée pour mon stage à l'Île-du-Prince-Édouard, je n'avais aucune idée que la Coopérative d'intégration francophone existait. Je me rappelle encore que je devais commencer à essayer de savoir comment le système fonctionnait ici. Comment est-ce que j'appelle un taxi? Comment est-ce que je me rends? La toute première fois, c'était vraiment différent, parce que j'ai dû faire ça toute seule. Après, quand je suis allée en Nouvelle-Écosse où j'avais trouvé un emploi, j'ai affiché que je cherchais un logement. Et c'est là qu'une dame de la CIF m'a contactée. Sinon, je n'aurais jamais su qu'un organisme comme ça existait. (I2IPE)

Il y a un système de transport en commun à Charlottetown, mais il n'est pas étendu à toutes les zones industrielles ou aux zones autres que le centre-ville, et donc, ça peut poser un problème. Moi-même, quand je suis arrivée à l'Île, j'habitais en plein centre-ville et je travaillais au Carrefour, au centre communautaire passé l'hôpital. Donc, vraiment à la première sortie de la ville. Il y a un bus jusqu'à 4 heures de l'après-midi. Donc, si tu fais des heures supplémentaires, c'est foutu. Et il y a un bus seulement toutes les heures; donc, si tu loupes ton bus, tu arrives au travail avec une heure de retard ? Donc, même pour aller au centre communautaire francophone, on doit forcément prendre un taxi ou connaître quelqu'un qui peut t'emmener et te ramener le soir. (I1IPE)

Isolement social

Les femmes immigrantes sont très isolées, particulièrement celles qui vivent en région. Les problèmes sont interreliés. L'isolement est d'abord dû au manque de transport en commun. Il semblerait aussi qu'elles n'ont pas d'occasions de rencontrer des Canadiens francophones. Grâce aux réseaux sociaux, elles ont davantage de contacts avec l'extérieur, notamment via l'application WhatsApp. L'isolement est aussi dû à leur situation au chapitre de l'emploi. Beaucoup ont mentionné que le fait d'avoir un travail les avait aidées à sortir de l'isolement social.

Je me suis retrouvée seule avec ma fille, mon mari faisait des allers-retours. Quand je me suis retrouvée seule avec ma fille jusqu'en décembre, l'hiver est arrivé. Je ne connaissais personne, je n'avais pas de vie sociale, je ne travaillais pas. Dans ces conditions-là, on peut facilement sombrer dans la dépression, parce que, pour quelqu'un qui a été habitué à vivre en France, à travailler... Je travaille depuis mes 18 ans; j'ai toujours côtoyé du monde. Mais là, tu ne connais personne, tu ne vois personne, même pas ton voisin; tu ne travailles pas, tu restes seule avec ton enfant, tu ne sors pas parce que c'est l'hiver...

C'était compliqué. (I3TNL)

Les défis, la première barrière, c'est la langue. Et puis, on rencontre beaucoup de difficultés sur le plan de l'intégration sociale, c'est pas du tout facile. Moi, quand même, j'ai du mal à m'intégrer socialement. (I9NB)

Surqualification des femmes immigrantes francophones

Les femmes que nous avons rencontrées ont affirmé qu'elles occupent souvent des postes qui sont en deçà de leurs qualifications. Ainsi, on trouve souvent des diplômées universitaires dans des emplois comme préposée aux bénéficiaires dans un foyer pour personnes âgées ou

vendeuse dans un centre commercial. Beaucoup d'entre elles ont dû retourner aux études, surtout au niveau collégial, pour entrer rapidement sur le marché du travail. Ce problème se pose avec acuité aussi pour celles qui ont fait des études au Canada. La plupart travaillent dans le domaine communautaire et ont de la difficulté à percer dans le monde corporatif.

L'entrepreneuriat : une piste à explorer

Enfin, il est important de noter que plusieurs femmes ont des intentions entrepreneuriales, tant à moyen terme qu'à long terme.

Moi aussi, comme femme immigrante, j'ai eu mes défis. Ce n'était pas au niveau de la langue, parce que j'ai fait mes études en anglais, bien que je sois francophone. Mon plus gros challenge, c'était au niveau de mon expérience. Pour la petite histoire, j'ai travaillé neuf ans en gestion de projet pour la compagnie X, en Europe. Donc, quand je suis arrivée ici, j'ai forcément cherché du travail en gestion des projets, mais je n'ai rien trouvé. (I7NB)

Quand j'étais dans mon pays d'origine, je travaillais comme professeure d'université. Je peux faire des recherches très sérieuses et pour moi, c'est très important. Mais maintenant, je travaille dans un domaine très important pour moi, mais c'est en dehors de ma formation professionnelle. (E2TN)



Ainsi, plusieurs de nos participantes vendent des produits ou des services de manière informelle. Dans la même optique, plusieurs étaient des entrepreneures dans leur pays d'origine. Dans certaines provinces comme le Nouveau-Brunswick, nous avons pu nous rendre compte des

difficultés que rencontrent les femmes immigrantes entrepreneures. Étant donné leur statut d'immigration, leur situation socioéconomique précaire et l'absence d'historique de crédit, elles ne remplissent pas tous les critères pour obtenir du financement. L'enjeu de l'accès à des fonds pour le démarrage et au capital de risque se pose. Or, il existe des structures d'aide à l'entrepreneuriat pour les immigrants. Souvent, elles s'adressent à des personnes immigrantes qui viennent investir dans la région. Pour les personnes à faible revenu qui veulent se lancer en affaires, les services ne sont pas les mêmes.

Effectivement, j'ai plusieurs projets ici, et mon mari aussi. On veut vraiment s'établir là. Je vois qu'il n'y a pas de restaurant africain ici, je me suis dit pourquoi ne pas en ouvrir un ? Les gens aiment souvent les plats sénégalais et il y a ici une grande communauté mauritanienne. Il n'y a qu'un seul concurrent; c'est un Mauritanien et lui, il propose des plats sénégalais. Donc, je lui ai dit : « Ça, ce ne sont pas des plats sénégalais. Tu verras comment on en fait des vrais. » Donc, je lui ai dit que je serais sa concurrente. Et ça, c'est un projet que mon mari m'encourage à faire dans le futur. Il me dit : « C'est un truc qui marche, les gens aiment bien et surtout, il n'y a pas de concurrence, tu trouveras ta place ». Lui, il est dans le domaine de l'électromécanique; il a envie de se mettre à son propre compte aussi, parce que ça marche bien. Donc, ce sont des projets qu'on a en tête une fois qu'on sera bien installés et que ma fille aura trouvé une garderie, parce que, pour le moment, notre salaire passe dans les frais de garderie. Quand on aura une garderie subventionnée, ça me coûtera moins cher, on pourra mettre de l'argent de côté pour investir. (I3TNL)

Moi, je suis dans l'entrepreneuriat depuis deux ans et demi. Le problème, c'est le manque d'information. Et le réseautage, c'est possible quand tu as l'information, si tu connais

quelqu'un qui est au courant des services d'accompagnement pour vous aider à vous lancer dans l'entrepreneuriat. Ces services existent, mais ne sont pas connus. (I5NB)

Moi, je suis un entrepreneur, mais il faut aussi avoir du financement ! (I7NB)

Moi, je me suis lancé dans ce domaine et elle aussi (intervenante 5). Mais même là, il y a des défis. Par exemple, je prépare des paniers surprises cadeaux. Quand on a une commande, il faut aller dans les magasins acheter les articles nécessaires et assembler le cadeau. (I7NB)

Conclusion et discussion

Cette étude a été réalisée dans le but comprendre et d'expliquer les obstacles auxquels font face les femmes immigrantes francophones dans les quatre provinces de l'Atlantique, où l'anglais est la langue dominante. La langue française minoritaire est une variable importante qui nuit à l'intégration des femmes immigrantes dans leur recherche d'emploi. Pendant les groupes de discussion, les participantes ont proposé des solutions pragmatiques et adaptées à leurs besoins spécifiques. Un des apports de cette étude, c'est que les solutions viennent des personnes concernées. Les solutions imposées par le haut peuvent ne pas être nécessairement adaptées à leur réalité. Comme ces femmes viennent de différentes régions du monde, il n'y a pas de solution unique adaptée à chaque cas de figure.

Le groupe étudié est hétérogène et présente des diverses caractéristiques. Certaines femmes sont arrivées comme étudiantes internationales et font face à des problèmes différents de celles qui ont obtenu leur diplôme à l'étranger. Les premières n'ont pas de problème pour ce qui est de la reconnaissance de leurs diplômes, mais manquent d'expérience canadienne et ne maîtrisent pas la langue anglaise. Les autres font face à tous les défis : barrière linguistique, reconnaissance des diplômes, manque d'expérience professionnelle au Canada, etc.

Autre élément qui ressort de notre étude : la grande différence qui existe entre les femmes qui vivent en milieu rural et celles qui vivent en ville. Le potentiel des régions rurales est peu connu. La question du transport en commun s'y pose avec plus d'acuité. L'accès à des services en français est inégal. Les femmes se présentent dans les organismes anglophones parce que les services en français ne sont pas disponibles dans leur région.

Face aux défis ci-dessus mentionnés, les femmes immigrantes utilisent différentes stratégies pour tenter de s'en sortir. Pour contourner le problème que pose la non-reconnaissance de leurs diplômes, beaucoup retournent aux études au niveau collégial ou universitaire. Cette situation peut entraîner une surqualification de ces femmes. D'autres optent pour une réorientation professionnelle et se lancent dans l'entrepreneuriat familial à caractère ethnique. D'autres font le choix de la mobilité géographique et passent des régions rurales aux centres urbains ou quittent les provinces de l'Atlantique. Enfin, nous assistons à l'émergence de projets informels facilités par les réseaux sociaux. Les femmes créent des groupes d'entraide sur

WhatsApp, Facebook ou TikTok pour trouver des solutions temporaires à certains problèmes comme la garde des enfants.

Cette étude confirme les autres études réalisées auprès d'autres groupes de personnes immigrantes. Il y a une convergence de résultats sur la question de la langue, de la reconnaissance des diplômes, de la discrimination systémique et des problèmes de logement et de services de garde. Nous jetons un premier éclairage sur la situation des femmes immigrantes francophones qui vivent dans des régions des quatre provinces de l'Atlantique où le français est minoritaire. Nous avons fait des recommandations qui nous ont été suggérées par les participantes elles-mêmes.

LES ORGANISMES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION

En Nouvelle-Écosse (voir tableau ci-dessous), trois types d'organismes regroupés au sein de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) s'occupent de l'immigration dans cette province :

- Les organismes locaux ou régionaux;
- Les organismes provinciaux;
- Les membres institutionnels, soit l'Université Sainte-Anne et le Conseil scolaire acadien provincial (CSAP).

Ce sont surtout les organismes provinciaux qui traitent du dossier de l'immigration. Les principaux organismes provinciaux sont l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJFNE), le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDENE), le Conseil jeunesse provincial de la Nouvelle-Écosse (CJP), la Fédération culturelle acadienne de la Nouvelle-Écosse (FECANE), la Fédération des femmes acadiennes de la Nouvelle-Écosse (FEFANE), la Fédération des parents acadiens de la Nouvelle-Écosse (FPANE), Réseau-Santé, Nouvelle-Écosse.

Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse (IFNE), l'organisme clé dans le recrutement, l'accueil et l'intégration en Nouvelle-Écosse, poursuit les objectifs suivants :

- Accroître le nombre de nouveaux arrivants francophones qui s'établissent en Nouvelle-Écosse et les retenir;

- Favoriser l'intégration de ces nouveaux arrivants dans la province, et plus spécifiquement au sein de la communauté acadienne et francophone;
- Accroître la capacité d'accueil et d'intégration des communautés acadiennes et francophones de la Nouvelle-Écosse.

Cet organisme a établi son siège social à Halifax, mais possède des antennes en région. Le Conseil de développement économique s'efforce de mettre les employeurs et les employeurs potentiels en contact avec les immigrants.

À ces organismes, il faut ajouter la communauté accueillante de Clare et celle de Cheticamp. Le gouvernement provincial a un ministère de l'Immigration; au niveau fédéral, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) joue un rôle clé par le biais de son bureau régional. Plusieurs organismes reçoivent du financement de Patrimoine Canada. L'organisme Immigrant Services Association of Nova Scotia (ISANS) couvre le côté anglophone, mais accueille parfois aussi des francophones.

Liste des principaux organismes d'accueil et d'intégration dans les provinces de l'Atlantique

Île-du-Prince-Édouard

- La Coopérative d'intégration francophone (CIF)
- Le réseau de développement économique et d'employabilité (RDEE)
- La communauté francophone accueillante Bienvenue Évangéline (CAMNASJ)
- La Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard (FCÎPÉ)
- La Société acadienne et francophone de l'Île (SAF'ÎLE)
- Actions Femmes Î.P.É. (AFIPE)

Nouveau-Brunswick

- Le Centre d'accueil multiculturel et des nouveaux arrivants de St. John (AMR)
- Le Centre de ressources pour nouveaux arrivants au Nord-Ouest (CRNA-NO)
- L'Agence multiculturelle de la région du Grand Moncton (MAGMA)
- Le Centre d'accueil et d'accompagnement francophone des immigrants du Sud-Est du Nouveau-Brunswick (CAFI)
- Le Comité d'accueil, d'intégration et d'établissement des nouveaux arrivants (CAIENA) de la Péninsule acadienne
- L'Association Multiculturelle Région Chaleur (AMRC)

Nouvelle-Écosse

- Immigration francophone de la Nouvelle-Écosse (IFNÉ)
- Le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse (CDENE)
- L'Université Sainte-Anne (Halifax, Pointe-de-l'Église)
- Immigrant Services Association of Nova Scotia

Terre-Neuve-et-Labrador

- Compas
- Réseau Immigration francophone de Terre-Neuve-et-Labrador (RIF-TNL)
- Horizon (TNL)

Liste des principaux secteurs d'emploi dans les provinces de l'Atlantique

Île-du-Prince-Édouard

- Tourisme
- Agriculture
- Industrie de la pêche, transformation des produits de la mer et aquaculture
- Aérospatial
- Biosciences

Nouveau-Brunswick

- Fonction publique et parapublique (soins de santé et éducation)
- Entreprises Irving
- Groupe Savoie de Saint-Quentin (foresterie)
- Ferme avicole Nadeau et Groupe Westco au Madawaska
- Industrie acéricole

Nouvelle-Écosse

- Industrie de la pêche et de la transformation des produits de la mer
- Secteur minier
- Tourisme
- Construction navale
- Soins de santé

Terre-Neuve-et-Labrador

- Construction
- Secteur manufacturier
- Services
- Mines
- Entreprises de soutien pour le pétrole et les mines

Recommandations

Cours d'anglais

- Rendre accessibles les cours d'anglais à partir des pays d'origine, avant l'arrivée;
- Développer des cours adaptés aux besoins spécifiques des nouvelles arrivantes;
- Offrir des cours en région rurale;
- Mettre l'accent sur les cours en présentiel, sans ignorer le virage numérique.

Reconnaissance des diplômes

- Convaincre les ordres professionnels de faciliter la reconnaissance des diplômes;
- Rendre flexible et conviviale la reconnaissance des acquis et de l'expérience;
- Créer un comité mixte (gouvernements, établissements d'enseignement postsecondaire, ordres professionnels) pour mieux évaluer les dossiers;
- Offrir des stages et des formations pointues pour faciliter une intégration progressive dans la profession.

Services de garde

- Encourager les femmes immigrantes à suivre des formations en service de garde;
- Accroître le nombre de places dans les garderies francophones au moyen d'une politique volontariste;
- Considérer les femmes immigrantes dans les services de garde comme des modèles de représentation pour les jeunes;
- Prolonger les heures de garde à l'école pour permettre davantage de flexibilité avant et après les heures de cours.

Transport en commun

- Étendre le transport en commun aux régions rurales;

- Faire connaître les services de transport privé et communautaire, particulièrement en région rurale;
- Mettre sur pied des services de covoiturage et utiliser les réseaux sociaux et l'IA pour les faire connaître.

Jumelage et réseautage

- Mettre en place des programmes de jumelage et de réseautage;
- Encourager les nouvelles arrivantes à faire du bénévolat et à mettre en place des services de garde pour leurs enfants;
- Former des groupes de discussion en anglais pour familiariser les femmes immigrantes avec leur société d'accueil (anglophone);
- Informer les immigrantes de l'existence de services de santé mentale disponibles dans leur région.

Logement abordable

- Amener les structures d'accueil à s'impliquer auprès des propriétaires de maison, afin de les sensibiliser à la situation particulière des immigrantes (absence de dossier de crédit, de recommandations, de contacts);
- Mettre sur pied une base de données numérisées à jour des logements disponibles;
- Lancer un projet pilote de coopératives mixtes visant les immigrants et les habitants locaux;
- Réserver un quota pour les immigrants dans les logements à prix modiques.

Étudiantes internationales

- Valoriser les programmes collégiaux et les programmes coopératifs;
- Informer les étudiantes des secteurs où il y a une pénurie de main-d'œuvre.

Relations avec les organismes d'accueil et d'intégration

- Améliorer la collaboration entre les structures qui accueillent les nouveaux arrivants francophones, afin de renforcer l'efficacité des services qui leur sont rendus;
- Accroître l'offre de séances et d'ateliers, afin d'informer les nouveaux arrivants sur les ressources disponibles dans les régions;
- Recourir aux réseaux sociaux les plus utilisés (WhatsApp, Facebook, TikTok, Instagram) pour assurer une large diffusion des services existants.

TABLEAUX RÉCAPITULATIFS DES RECOMMANDATIONS

Les défis sont classés par ordre d'importance et de priorité. Les personnes que nous avons rencontrées ont ciblé la barrière linguistique comme principal obstacle à leur intégration professionnelle. Des recommandations à court et à long terme sont proposées pour faire face à ces défis. Les principaux autres défis classés selon leur importance sont respectivement : la difficulté de se loger à un coût abordable, l'accessibilité à des services de garde, la disponibilité du transport en commun, particulièrement en région rurale, et le long processus pour la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle acquis à l'étranger. Certaines recommandations peuvent être mises en œuvre à court terme. Pour des raisons de planification, d'autres nécessiteront du temps et du lobbying, en plus d'un certain volontarisme.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandations à long terme
Barrière linguistique	Difficulté à communiquer dans une des langues officielles ou à comprendre l'accent des femmes immigrantes par les prestataires de services et dans le milieu professionnel.	Préparer des cours d'anglais adaptés aux besoins spécifiques des nouvelles arrivantes. Offrir des cours en région à celles qui sont en région rurale.	Rendre les cours d'anglais accessibles dans les pays d'origine, avant l'arrivée au Canada. Mettre l'accent sur les cours en présentiel, sans ignorer le virage numérique.

EXPLICATIONS

1. Évaluer le niveau et les besoins des candidates immigrantes en anglais avant leur arrivée au Canada.
2. Travailler avec les ambassades et leurs services, afin de les inscrire dans des institutions de formation en anglais adaptées à leur situation particulière bien avant leur arrivée au Canada.
3. Élaborer des cours d'anglais adaptés aux besoins particuliers de la clientèle immigrante francophone.
4. Offrir plus de cours en présentiel que virtuels, afin de multiplier les occasions de pratiquer la langue.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandations à long terme
Logement abordable	Possibilité de trouver un appartement ou une maison à acheter ou à louer à prix abordable.	Mettre sur pied une base de données numérisées à jour des logements disponibles. Recourir aux plateformes le plus couramment utilisées pour faire connaître les ressources existantes (Facebook, Instagram, Snapchat). Réserver un quota de logements pour les immigrants dans les habitations à prix modiques.	Amener les structures d'accueil à s'impliquer auprès des propriétaires de maison, afin de les sensibiliser aux difficultés éprouvées (absence de dossier de crédit, de recommandations, etc.). Réserver un quota de logements pour les immigrants dans les habitations à prix modiques.

EXPLICATIONS

1. Les nouvelles arrivantes ne connaissent pas le fonctionnement du système canadien de recherche de logement. Elles n'ont ni historique de crédit ni recommandations à offrir.
2. Beaucoup de participantes ont des enfants. Il arrive souvent que les logements ne soient pas adaptés aux besoins d'une famille nombreuse.
3. Le coût exorbitant des loyers défavorise les femmes monoparentales.
4. La Société nationale de l'Acadie doit progressivement faire du lobbying auprès des différents paliers de gouvernement pour tenir compte de la vulnérabilité des femmes immigrantes francophones en matière d'accès au logement.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandations à long terme
Accessibilité des services de garde	Services de garde des enfants offerts aux familles en français et à un coût abordable.	Encourager les femmes immigrantes à suivre des formations en services de garde. Prolonger les heures de garde à l'école pour donner davantage de flexibilité avant et après les heures de cours.	Accroître le nombre de places dans les garderies francophones au moyen d'une politique plus volontariste. Considérer les femmes immigrantes dans les services de garde comme des modèles de représentation pour les jeunes. Consulter les femmes immigrantes francophones lors de la prise de décision concernant les services de garde dans un milieu où le français est minoritaire.

EXPLICATIONS

1. Il faut faire preuve d'une certaine flexibilité dans l'embauche du personnel qui travaille dans les services de garde en français. En raison de la pénurie, il est impératif d'introduire une certaine souplesse dans l'embauche et dans le processus de création de garderies en français.
2. En suivant le modèle de l'Île-du-Prince-Édouard, améliorer les conditions de travail des femmes qui travaillent en garderie afin de rendre cette profession plus attrayante.
3. La question des heures d'ouverture des garderies est souvent soulevée lors des entrevues. Le manque de souplesse au chapitre des heures d'ouverture et de fermeture est un problème important pour les nouvelles arrivantes, qui n'ont aucun filet social et qui ont souvent des horaires de travail atypiques.
4. Les services de garde à la petite enfance en français doivent être priorisés pour éviter le décrochage culturel. En 2016, un rapport du commissaire aux langues officielles attirait l'attention du gouvernement sur l'importance d'offrir des services de garde en français.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandation à long terme
Transport en commun	Moyens de transport organisé par le gouvernement ou par des tiers qui permettent aux citoyens de vaquer à leurs occupations professionnelles et personnelles.	Faire connaître les services de transport privés et communautaires, particulièrement en région rurale. Mettre sur pied des services de covoiturage et utiliser les médias sociaux et l'IA pour les faire connaître. Étendre le transport en commun aux régions rurales.	Recommander aux gouvernements de se pencher sur la question de la mobilité dans les régions rurales.

EXPLICATIONS

1. Selon une étude récente réalisée par Statistique Canada (2025), les régions rurales des quatre provinces de l'Atlantique sont mal desservies en transport en commun comparativement au reste du Canada.
2. Les applications (Apps) conviviales sont de plus en plus disponibles. Il faut communiquer aux usagers du transport commun toutes les informations sur les parcours, les horaires, les arrêts et toute autre information pertinente.
3. Le transport relève des trois paliers de gouvernement. Les gouvernements doivent résoudre la question de la mobilité dans les régions rurales. Ceci est particulièrement important pour les personnes immigrantes nouvellement arrivées qui, souvent, n'ont pas de permis de conduire.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandations à long terme
Reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle acquis à l'étranger	Selon le gouvernement du Canada, « processus qui sert à vérifier que les études, les compétences et l'expérience professionnelle acquise dans un autre pays sont équivalentes aux normes établies pour la profession ou le métier dans la province ou le territoire de travail ».	Créer un comité mixte (gouvernements, établissements d'enseignement postsecondaire, ordres professionnels) pour mieux évaluer les dossiers. Offrir des possibilités de stages et des formations pointues pour faciliter une intégration progressive dans la profession.	Harmoniser les politiques portant sur la reconnaissance des études et de l'expérience de travail acquises à l'étranger par les ordres professionnels, en tenant compte des besoins de chaque province de l'Atlantique. Légiférer pour assurer la juste reconnaissance des diplômes obtenus à l'extérieur du Canada et en écourter les délais. Faciliter les rapprochements entre les

			ordres professionnels des provinces de l'Atlantique et les ordres professionnels des pays de la francophonie internationale.
--	--	--	--

EXPLICATIONS

1. Les diplômes et les expériences des femmes immigrantes issues de pays non occidentaux ne sont pas facilement reconnus dans les quatre provinces de l'Atlantique.
2. Les organismes d'accueil et d'établissement devraient informer les candidats immigrants bien avant leur arrivée sur la démarche d'accréditation à entreprendre dans leur profession. Ceci est particulièrement vrai pour les femmes racisées.
3. Le gouvernement peut légiférer pour accélérer la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle acquis à l'étranger.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandations à long terme
Isolement social	Absence d'interactions sociales avec des membres de la société d'accueil, de la famille, etc.	Mettre en place des programmes de jumelage et de réseautage. Encourager les nouvelles arrivantes à faire du bénévolat et à mettre en place des services de garde pour leurs enfants. Former des groupes de discussion en	Organiser des activités ou des projets réunissant des femmes immigrantes nouvellement arrivées et des femmes de la société d'accueil. Dans les communautés francophones, mettre des centres sociaux à la disposition des immigrantes pour susciter l'implication de ces femmes.

		anglais pour familiariser les femmes immigrantes avec la société d'accueil (anglophone). Informar les immigrantes de l'existence des services de santé mentale disponibles dans leurs régions respectives.	
--	--	--	--

EXPLICATIONS

1. Mettre en place des services en français pour les immigrantes unilingues francophones qui ne sont pas servies en français dans leurs milieux respectifs
2. Faire un effort de sensibilisation auprès d'elles, afin d'éviter des situations regrettables. Les problèmes de santé mentale sont encore tabous chez les femmes immigrantes francophones.
3. Expliquer l'importance du bénévolat et ses effets positifs dans le processus d'intégration sociale et de recherche d'emploi.
4. Accroître l'offre de formations des agents d'accueil et d'intégration sur les enjeux culturels qui touchent à la santé mentale, particulièrement chez les femmes immigrantes francophones.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandations à long terme
Discrimination systémique	Traiter des gens différemment en fonction de certaines	Mettre en place des ateliers de sensibilisation et	Renforcer et encourager la mise sur pied de politiques

	caractéristiques, dont le genre, la race, la religion, la langue, l'orientation sexuelle et l'origine ethnique.	d'éducation destinés aux employeurs potentiels et aux employés. Encourager des politiques volontaristes d'embauche de femmes immigrantes francophones.	d'équité, diversité et inclusion (EDI) en tenant compte des ressources en place. S'assurer de la stricte application des politiques d'EDI dans l'organisation. Organiser des séances de formation entre les employés et l'employeur, pour améliorer le climat social au sein des organisations et des entreprises.
--	---	---	--

EXPLICATIONS

1. Élaborer une politique de vivre-ensemble dans les organisations.
2. Offrir des possibilités de rencontres entre la société d'accueil et les nouveaux arrivants, pour permettre aux uns et aux autres de mieux se connaître.
3. S'assurer que lors du recrutement, toutes les couches de la population, et particulièrement les femmes immigrantes francophones, soient représentées.
4. Envisager un système de quotas pour corriger la discrimination.
5. Repenser un modèle qui s'adapte le mieux aux besoins des nouveaux arrivants et qui s'éloigne de l'occidentalocentrisme (*Western centrism*), pour refléter la diversité de la population.

Défi	Description	Recommandations à court terme	Recommandations à long terme
Manque d'information sur les organismes francophones	L'ensemble des structures mises sur pied pour offrir des services, afin de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants.	Améliorer la collaboration entre les structures qui accueillent les nouveaux arrivants francophones, afin de renforcer l'efficacité des services rendus aux bénéficiaires. Accroître l'offre de séances et d'ateliers pour informer les nouveaux arrivants sur les ressources francophones disponibles dans leurs régions. Recourir aux réseaux sociaux les plus utilisés (WhatsApp, Facebook, TikTok, Instagram) pour assurer une large diffusion des services existants.	Mettre en place plus de ressources humaines en français dans les régions rurales éloignées, pour pallier le manque de fournisseurs de services francophones en matière de recherche d'emploi. Mettre en place un service d'accompagnement communautaire pour les nouvelles arrivantes francophones en région rurale. Adapter les services offerts aux femmes francophones nouvellement arrivées qui cherchent du travail en fonction de leurs besoins particuliers.

EXPLICATIONS

1. Les femmes immigrantes ignorent où trouver la bonne information.
2. Dans chacune des quatre provinces, les organismes francophones doivent éviter de travailler en silos.
3. Renforcer l'efficacité des services rendus aux femmes immigrantes francophones en coordonnant les actions, au lieu de travailler en silos.
4. Plusieurs organismes ne comprennent pas la réalité des femmes immigrantes francophones par manque de compétences interculturelles.

Défi	Description	Recommandations à long terme	Recommandations à long terme
Intention entrepreneuriale	Volonté et propension des femmes immigrantes francophones à se lancer en affaires.	Relever les principaux obstacles structurels et financiers qui empêchent les femmes immigrantes francophones de passer de l'intention à l'action. Outils les femmes immigrantes francophones dans le processus de création d'entreprises. Développer des formations pratiques et adaptées aux besoins des femmes qui veulent se lancer en affaires.	Travailler avec les autorités pour faciliter le développement de conditions favorables pouvant permettre aux femmes immigrantes d'accéder au crédit dans les quatre provinces. Organiser du mentorat avec des femmes entrepreneures canadiennes. Développer des liens d'affaires avec les pays de la francophonie internationale en utilisant le potentiel entrepreneurial des femmes immigrantes francophones. Aider les femmes entrepreneures immigrantes à sortir progressivement des entreprises ethniques et à se lancer dans des entreprises florissantes. Développer et encourager les femmes à numériser les activités de leurs entreprises et à

			profiter du potentiel du commerce électronique (ventes en ligne et IA).
--	--	--	---

EXPLICATIONS

1. Méconnaissances des services existants pour se lancer en affaires.
2. Le dédoublement de l'offre de services crée une certaine confusion chez les nouvelles arrivantes. Il faut une clarification entre les services offerts par les anglophones et par les francophones.
3. Les gouvernements doivent intervenir pour faciliter l'obtention de crédits pour les nouvelles arrivantes qui, parfois, n'ont pas d'historique de crédit.

Défi	Description	Recommandations à court et à long terme	Recommandations à long terme
Surqualification	« La surqualification fait référence à la situation d'une personne diplômée détenant un niveau de qualification qui dépasse ce qui est attendu dans le cadre de l'emploi occupé. » (Cornelissen, 2019)	Retourner aux études ou suivre des formations professionnelles adaptées au type d'emploi convoité. Outiller le personnel des ressources humaines pour qu'il puisse mieux évaluer les acquis et les compétences des nouvelles arrivantes.	Renforcer les collaborations entre les employeurs, les établissements d'enseignement postsecondaire, les ordres professionnels et les gouvernements, pour affronter ce défi que pose la surqualification des nouvelles arrivantes.

EXPLICATIONS

1. Les immigrantes doivent être informées avant et dès leur arrivée sur la réalité du marché du travail dans les quatre provinces de l'Atlantique et mises au courant des opportunités d'emplois disponibles.
2. Les immigrantes ont besoin d'un encadrement par des spécialistes, pour éviter les biais dans leur démarche de recherche d'emploi (longues études, état du marché de l'emploi, postes disponibles, etc.).
3. Reconnaître l'importance de la formation continue et du perfectionnement en Amérique du Nord.

Discussion et conclusion

Des études réalisées dans d'autres provinces canadiennes (Beaulieu, 2021) et même dans d'autres pays développés arrivent à des résultats assez semblables (Moussa-Babachi, 2025). Cependant, cette étude présente un certain nombre de limites. L'échantillon étant petit, il faut être prudent avant de tirer des conclusions ou de faire des inférences. Dans les prochaines années, il faudrait réaliser des études à plus grande échelle pour confirmer ou infirmer ces résultats. Par ailleurs, il y a aussi une surreprésentation des ressortissantes venues d'Afrique. La population visée est difficile à rejoindre, en raison de situations familiales complexes. L'organisation des groupes de discussion et des entrevues individuelles a parfois été très laborieuse, en raison de la situation précaire des participantes.

Les personnes rencontrées en présentiel l'ont été pour la plupart dans les grands centres, tandis que certaines participantes en région ont été consultées en ligne.

Notre étude dévoile un certain paradoxe. Les participantes sont recrutées par les provinces en raison de leur statut de francophones. Elles sont censées renforcer la vitalité ethnolinguistique et l'équilibre sociodémographique entre francophones et anglophones. Or, le principal défi auquel elles font face dans leur démarche d'intégration professionnelle est la non-maîtrise de la langue anglaise. En effet, la majorité d'entre elles s'oriente vers le marché de l'emploi anglophone, qui détient le capital économique. On leur demande donc de maîtriser l'anglais. Certes, il existe des offres de formations linguistiques, mais celles-ci ne sont pas toujours adaptées aux besoins de ces femmes. Dans certaines régions rurales, les gens doivent parcourir de longues distances, alors que le transport en commun n'est pas toujours disponible.

Beaucoup de participantes sont des femmes monoparentales qui rencontrent d'énormes difficultés pour trouver des places dans les garderies francophones. Certaines ont recours aux garderies non subventionnées, qui sont dispendieuses. Nombre d'entre elles ont mentionné devoir faire un choix entre garder l'enfant à la maison et trouver du travail.

Le processus de reconnaissance des diplômes comporte deux vitesses. Les immigrantes qui ont obtenu leur diplôme en Occident bénéficient d'une reconnaissance rapide. Par ailleurs, les femmes qui ont fait leurs études au Canada font face à la problématique de « l'expérience canadienne ». Certaines travaillent dans des centres d'appels et d'autres décident de retourner aux

études au niveau collégial. La très grande majorité des participantes sont surqualifiées pour les emplois qu'elles occupent.

En ce qui concerne les étudiantes internationales, le manque d'information sur le marché du travail dans les provinces de l'Atlantique fait en sorte qu'elles s'orientent majoritairement vers le même secteur, en l'occurrence l'administration des affaires. Elles ignorent l'existence d'autres secteurs, comme l'éducation et la santé, où il y a une pénurie de main-d'œuvre.

Dans les quatre provinces, les participantes à notre étude déplorent de sérieux problèmes de logement et de transport en commun. Ce constat est confirmé par une récente étude de Statistique Canada (2025) qui montre que le problème du transport est plus aigu dans cette région qu'ailleurs au Canada, surtout dans les régions rurales. Les nouvelles arrivantes qui n'ont pas encore de moyens de déplacement personnels sont handicapées dans leur recherche d'emploi et doivent parfois décliner des offres. La rareté des logements, le coût des loyers et le manque d'aide à la recherche d'hébergement les obligent à occuper des logements temporaires (Airbnb et hôtel) qui coûtent cher. En outre, les femmes racisées font face à de la discrimination systémique.

La perception globale des femmes immigrantes francophones à l'égard des structures d'accueil et d'intégration des quatre provinces est très contrastée. Elles ont théoriquement accès à tous les services disponibles. L'analyse des données soulève trois principaux défis : 1) la fragmentation de l'information en français, laquelle ne rejoint pas tout le monde, 2) les barrières linguistiques de part et d'autre et 3) le manque des compétences interculturelles de certains professionnels.

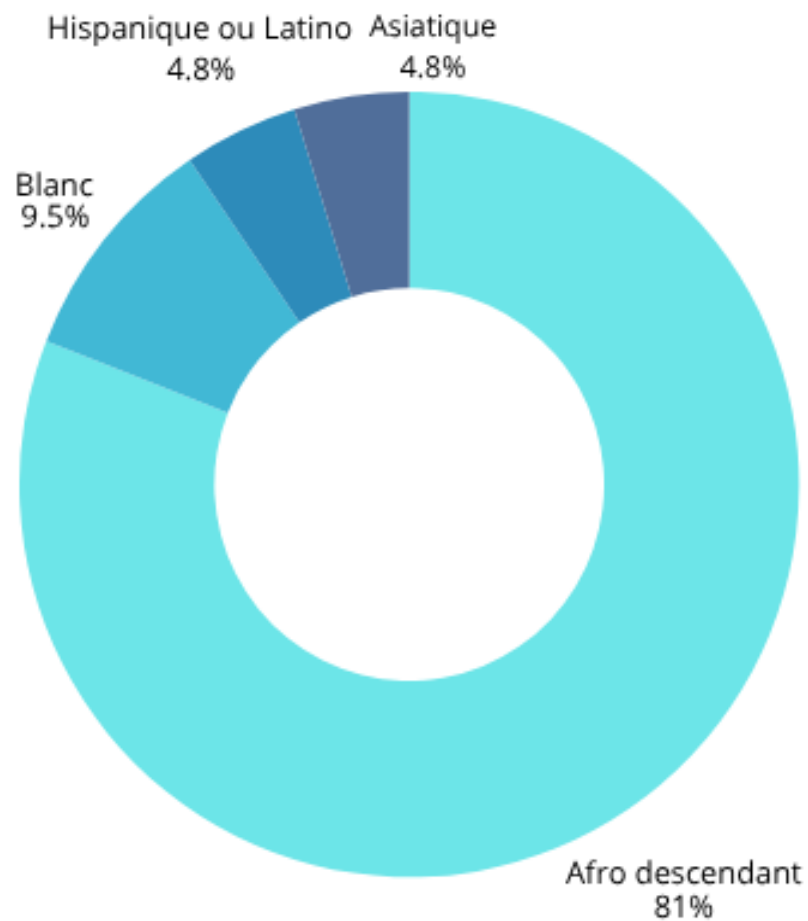
La mise en place des recommandations doit tenir compte des réalités locales (milieu urbain ou rural). Par exemple, à Halifax, comparativement aux régions, le problème de mobilité est moins aigu, il y a plus d'organismes communautaires, beaucoup de nouveaux arrivants sont des familles avec des jeunes enfants, etc. Dans le Sud-Ouest, il y a une présence marquée de travailleurs saisonniers et d'étudiants internationaux qui connaissent habituellement des problèmes de transport.

La grande majorité des participantes se plaisent dans les provinces de l'Atlantique et souhaitent y rester. Cependant, les énormes défis auxquels elles font face risquent de les convaincre de déménager dans d'autres provinces. En somme, les résultats de notre étude pourraient offrir des pistes de solution pour la mise en place de politiques publiques éclairées en

ce qui concerne l'accueil et la rétention des femmes immigrantes francophones et des étudiantes internationales, en plus de contribuer à l'avancement du savoir dans un domaine où les recherches sont plutôt rares.

Annexes

Comment décririez-vous votre origine ethnique ?

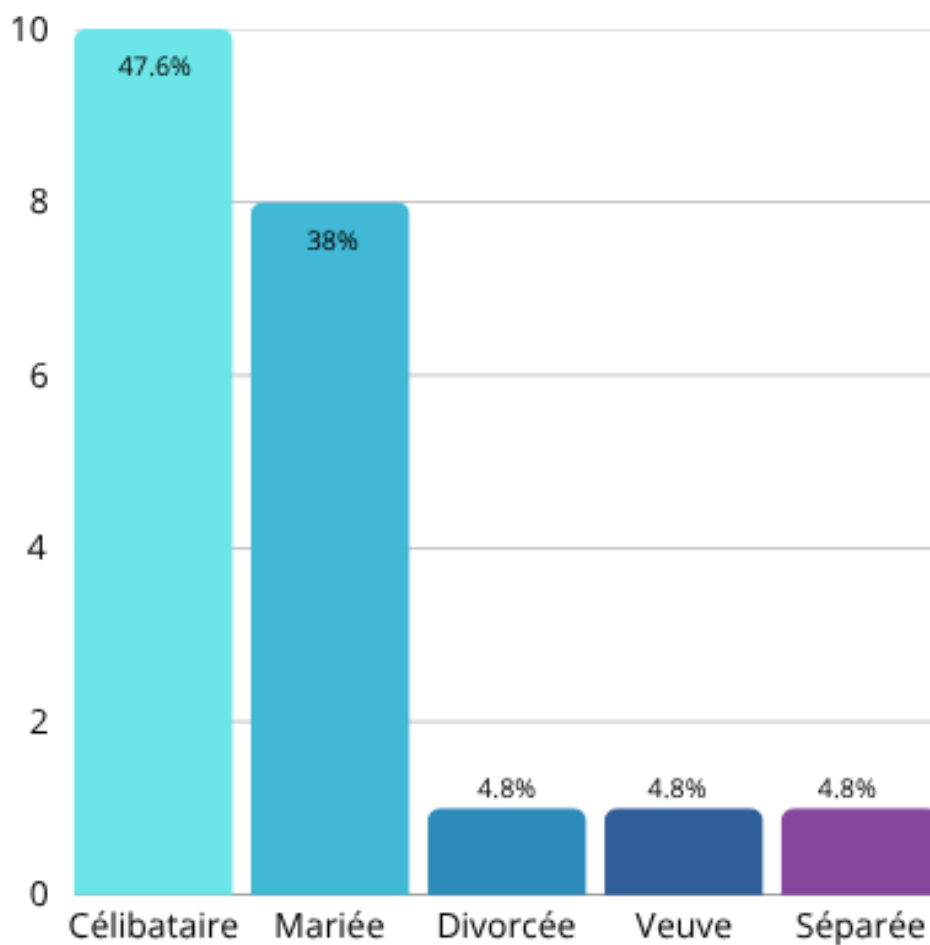


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, écrire Blanche et Afro-descendante; écrire « décriez » (et non « décriez »); remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

La plupart des femmes immigrantes francophones qui ont participé à cette étude étaient d'origine africaine. Il y avait aussi deux Françaises, une Belge, une Mexicaine et une Iranienne. Elles ont toutes communiqué en français et se considèrent francophones.

Quel est votre statut marital ?

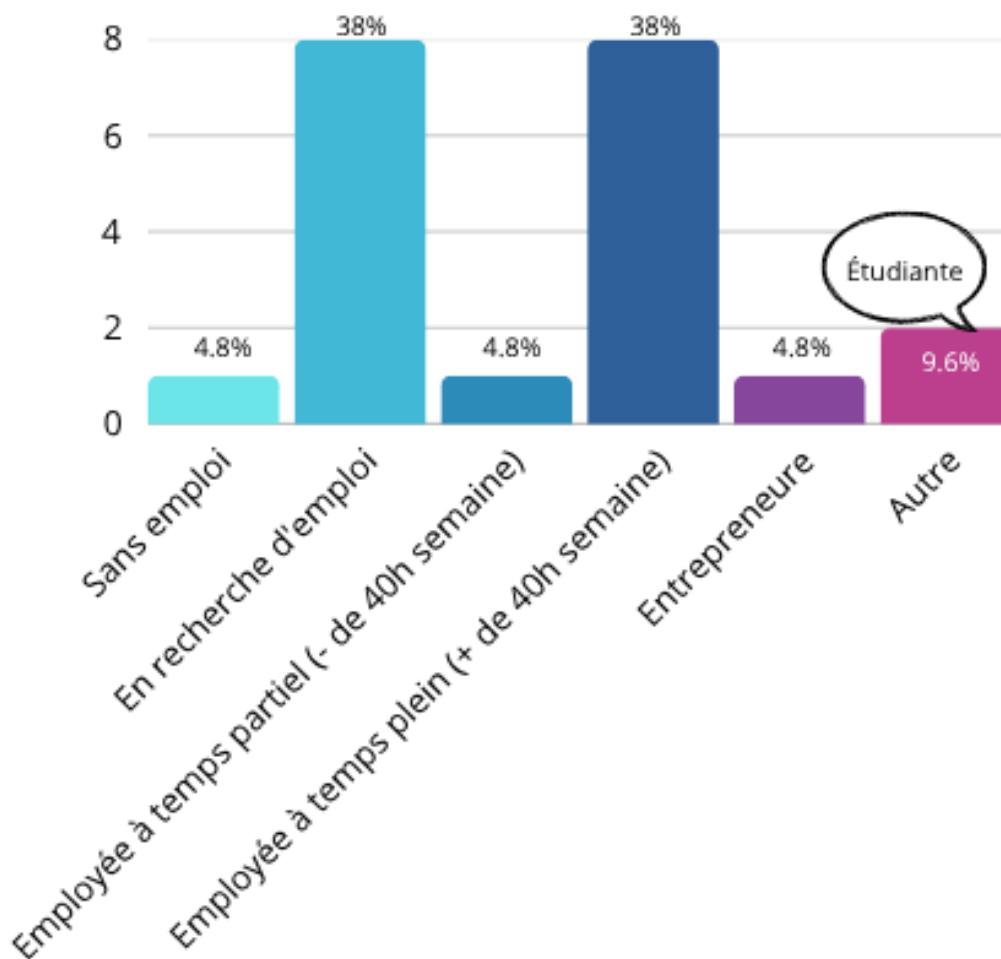


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Ces femmes ont des statuts différents. Ce qui a retenu notre attention, c'est que la majorité vivaient seules ou avec des enfants. Celles qui étaient monoparentales avec des enfants à charge et sans emploi font face à des défis majeurs dans leur recherche d'emploi.

Quel statut d'emploi vous décrit le mieux ?

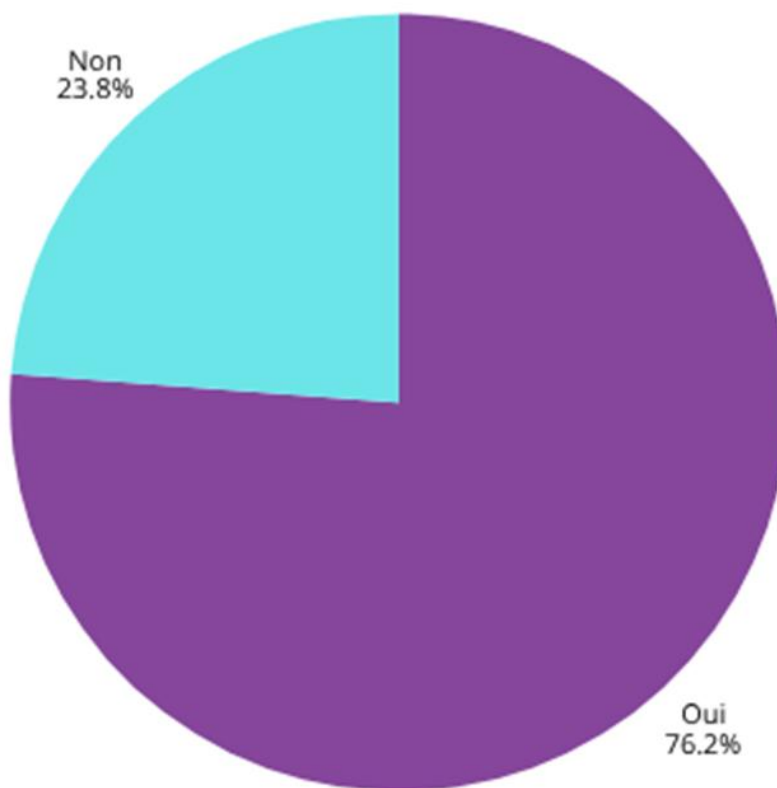


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, écrire (« moins de 40 heures par semaine » et « (plus de 40 heures par semaine) »); remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Plus de 50 % des femmes interviewées étaient sans emploi, à la recherche d'un emploi, dans un emploi partiel ou retournées aux études.

Avez-vous une expérience professionnelle, avant votre arrivée au Canada ?



Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, écrire « Aviez-vous » (et non « Avez-vous »); remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Un peu plus de 75 % des participantes à notre étude avaient un emploi dans leur pays d'origine avant d'immigrer au Canada. Comme le montre le graphique ci-dessus, nombre de ces immigrantes ont du mal à faire reconnaître les diplômes et les expériences professionnelles acquis à l'étranger. On observe très souvent cette difficulté chez les immigrantes et les immigrants originaires de pays en développement.

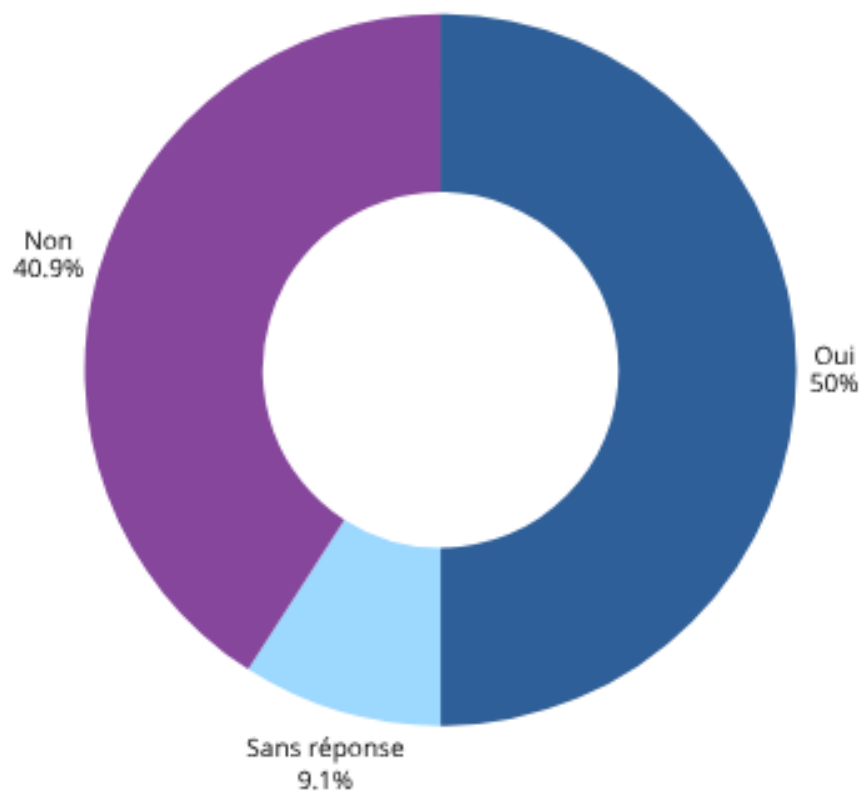
Si oui, combien d'années ?



Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Diriez-vous que votre situation socio-économique s'est améliorée par rapport à votre statut avant votre arrivée au Canada ?

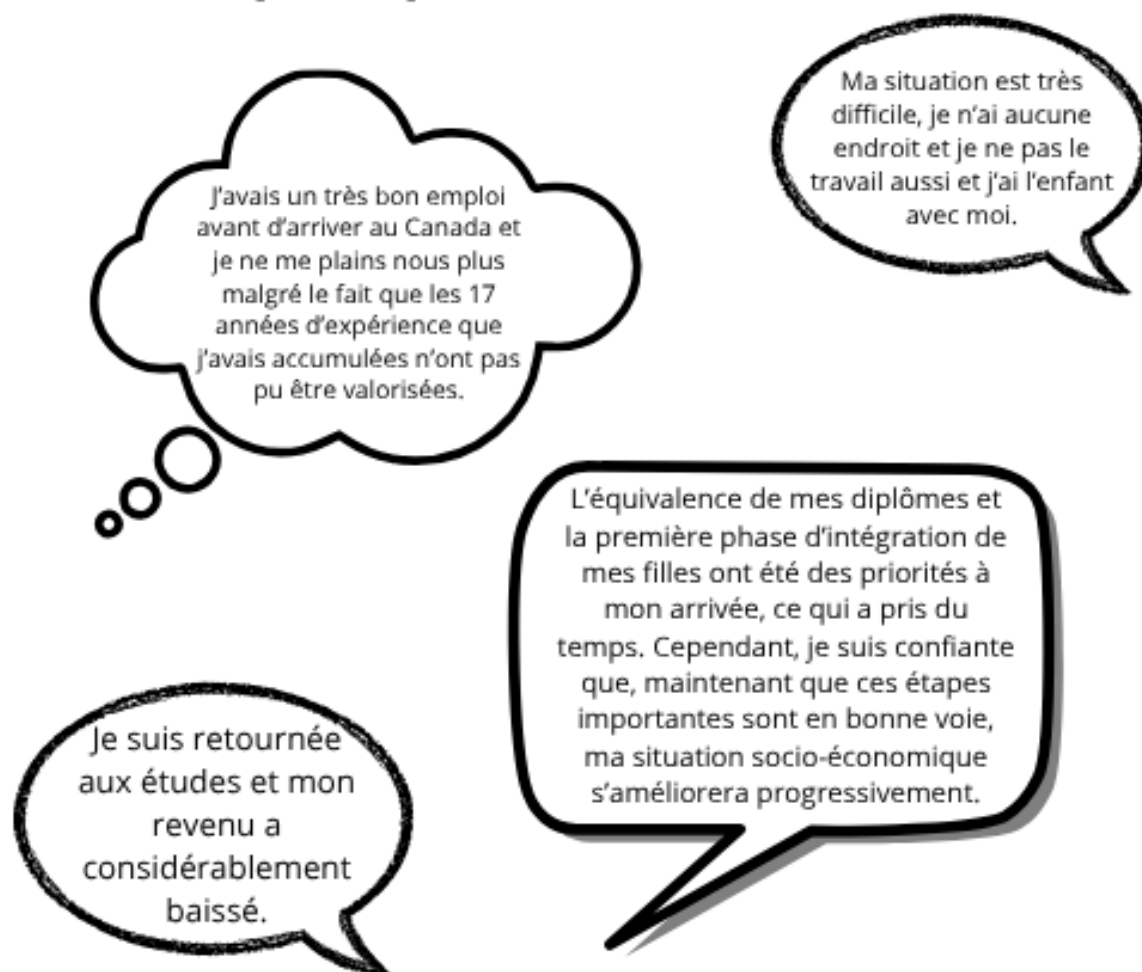


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Le fait que 50 % des participantes à cette étude soient au chômage ou occupent des emplois précaires fait en sorte qu'elles se sentent vulnérables sur le plan économique.

Si non, qu'est-ce qui explique cette perception ou situation ?



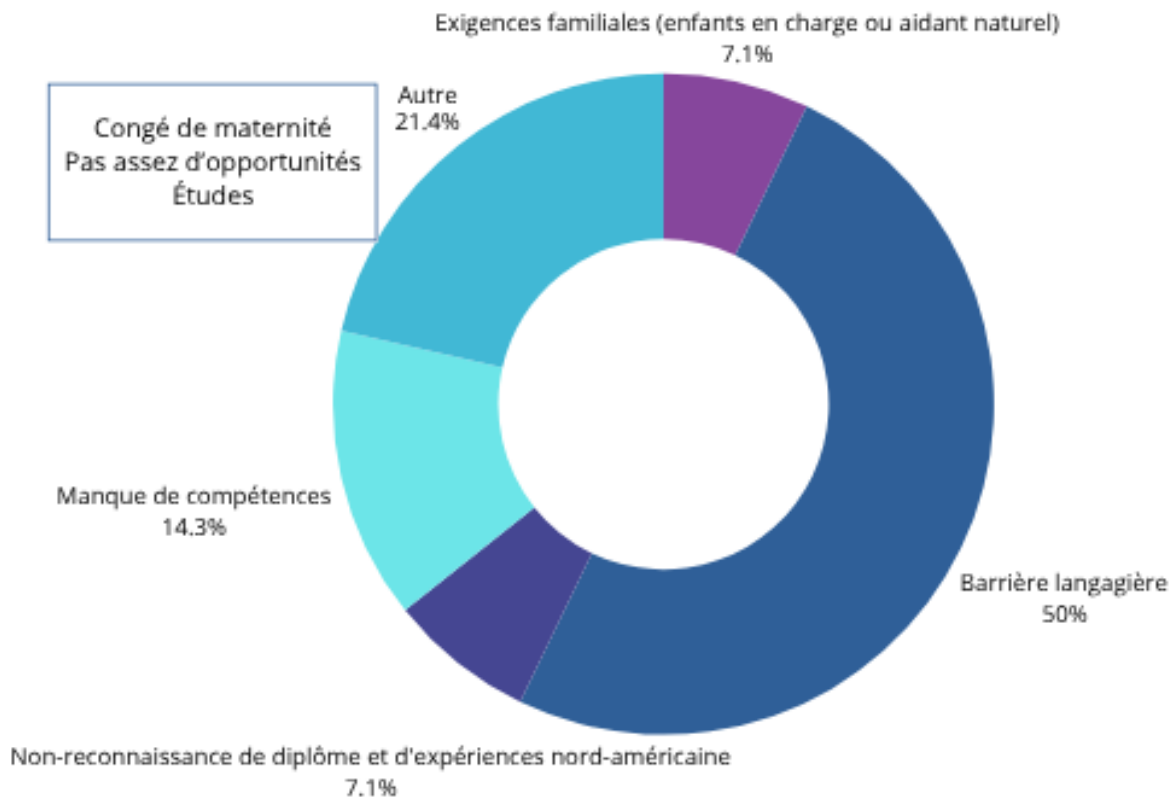
Source : Questionnaire sociodémographique

Bulle du coin supérieur gauche, 3e ligne : supprimer le mot « nous » et ajouter une virgule (je ne me plains plus,)

Bulle du coin supérieur droit : écrire « Ma situation est très difficile. Je n'ai pas de logement, pas de travail et un enfant à charge. »

Bulle du coin inférieur droit : écrire socioéconomique (en un mot).

Si vous n'avez pas d'emploi, quelles en sont les raisons, selon vous ?

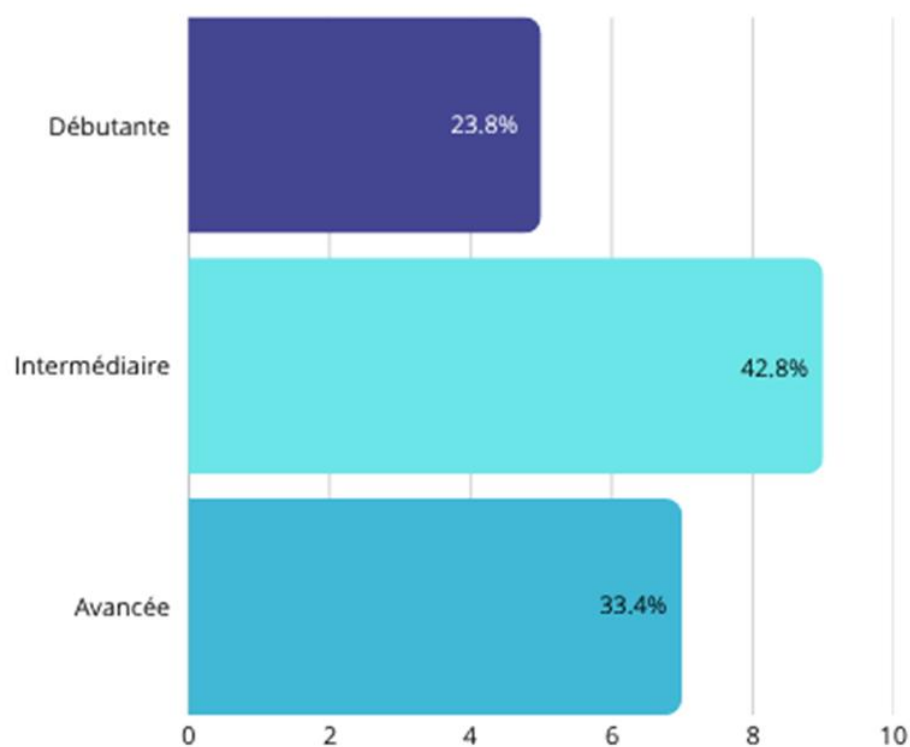


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, écrire (enfants à charge ou aidante naturelle); Autres; d'expérience; aussi, remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Mentionner la source du graphique.

Les femmes que nous avons rencontrées mentionnent des raisons diverses et variées pour expliquer leur difficulté en matière d'insertion professionnelle dans leurs milieux respectifs.

Quel est votre niveau d'anglais ?

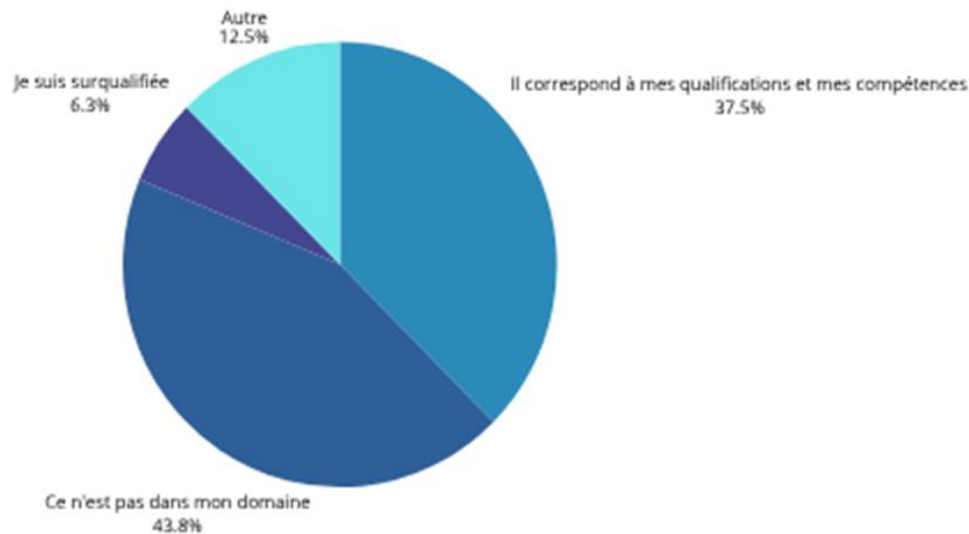


Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, écrire Débutant et Avancé (ce sont les niveaux qui le sont); remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique.

Les participantes à notre étude affirment que la non-maîtrise de la langue anglaise constitue la principale raison de leur difficile insertion dans le marché de l'emploi. Seulement 33,4 % d'entre elles ont atteint un niveau d'anglais que les employeurs jugent acceptable. Les autres sont en processus d'apprentissage.

Étant donné votre expérience, votre niveau d'étude et vos attentes, comment qualifiez-vous l'emploi que vous occupez maintenant :



"Je suis heureuse que mon travail soit dans mon domaine et que j'aie pu continuer à travailler en tant qu'ingénieure. Actuellement, je suis même gestionnaire de projet tout en restant ingénieure, ce qui est un excellent accomplissement. Bien que ma situation socio-économique actuelle ne soit pas encore à la hauteur de ce que j'avais avant mon arrivée, je suis convaincue qu'avec un peu de temps et les efforts nécessaires, je finirai par atteindre une situation meilleure."

"Difficile à dire étant donné qu'on trouve au même poste des personnes plus qualifiées que moi et d'autres moins qualifiées."

"Je n'ai pas encore d'emploi"

Source : Questionnaire sociodémographique

Ci-dessus, dans le titre, écrire niveau d'études et remplacer le deux-points par un point d'interrogation; écrire Autres; écrire « Il correspond à mes qualifications et à mes compétences »; remplacer les points des décimales par des virgules; idéalement, ajouter une espace fine entre les chiffres et les %. Aussi, mentionner la source du graphique. Remplacer les guillemets des trois citations par des guillemets français (chevrons); à la troisième citation, ajouter un point final.

Bibliographie

ALLIANCE DES FEMMES DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE (2021). Des services sensibles au genre pour une meilleure prise en compte des parcours et compétences des femmes immigrantes : étude sur les besoins spécifiques des femmes immigrantes francophones en situation minoritaire, octobre 2021

AUCOIN, L. (2008). Compétences linguistiques et culturelles des organisations de santé : Analyse critique de la littérature. Présenté à la Société Santé en français.

BLAIS, M. et Martineau, S. (2006). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18

BELKHODJA, C., Forgues, É., Gaboury, I., Guignard Noël, J., Bahi, B., Nkolo, C., & Tawil, N. (2009). L'intégration des diplômés internationaux en santé francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire. Rapport final de recherche. Consortium national de formation en santé et Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.

BOWEN, S. (2015). Impact des barrières linguistiques sur la sécurité des patients et la qualité des soins. Rapport final. Société Santé en français.

BEAULIEU, D. (2021). Des services sensibles au genre pour une meilleure prise en compte des parcours et compétences des femmes immigrantes : Étude sur les besoins spécifiques Femmes immigrantes francophones en situation minoritaire. Alliance des femmes de la Francophonie canadienne, octobre 2021.

CASTRO, C et Villeneuve, P. (2019). Être femme et immigrante : l'intégration socioéconomique Des femmes en région nordique au Québec. *Revue service social*, vol. 65, n° 1, 54-69

CITOYENNETE ET IMMIGRATION CANADA (2012). Évaluation de l'Initiative de recrutement et d'intégration d'immigrants d'expression française au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Ottawa, Ontario.

CITOYENNETE ET IMMIGRATION CANADA – Communautés francophones en situation minoritaire. (2003). Cadre stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Ottawa, Ontario : Citoyenneté et Immigration Canada.

CITOYENNETE ET IMMIGRATION CANADA – Communautés francophones en situation minoritaire. (2006). Plan stratégique pour favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire. Ottawa, Ontario : Citoyenneté et Immigration Canada.

COMITE PERMANENT DES LANGUES OFFICIELLES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES (2003). L'immigration, outil de développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Ottawa, Ontario.

- DESCHENES-THERIAULT, G. et Forest, M. (2023). L'immigration francophone au Canada atlantique : portrait statistique, projections démographiques et impacts de la pandémie. Sociopol.
- FEDERATION DES COMMUNAUTES FRANCOPHONES ET ACADIENNE DU CANADA (2022). Faire le bilan sur la cible en immigration francophone : bilan, enjeux et pistes d'action.
- FEDERATION DES COMMUNAUTES FRANCOPHONES ET ACADIENNE (FCFA) DU CANADA (2018). Bâtir ensemble : Des communautés dynamiques, plurielles et inclusives. Plan stratégique communautaire en immigration francophone 2018-2023. Ottawa, Ontario.
- FEDERATION DES COMMUNAUTES FRANCOPHONES ET ACADIENNE (FCFA) (2002). Faire le point sur la cible en immigration francophone Bilan, enjeux et pistes d'action.
- ÉTUDE REALISEE PAR SOCIOPOPOL (2022). Consulté le 10 septembre 2024 dans https://fcfa.ca/wp-content/uploads/2022/04/2022-02_Rapport-FCFA-Sociopol-cibles.pdf
- CHURCHILL, S. et Kaprielian-Churchill, I. (1991). The Future of Francophone and Acadian Communities in a Pluralistic Society: Facing Pluralism. Ottawa, Ontario: Fédération des communautés francophones et acadiennes.
- FOUROT, A. C. (2016). Redessiner les espaces francophones au présent : la prise en compte de l'immigration dans la recherche sur les francophonies minoritaires au Canada. Politique et Sociétés, 35(1), 25-46.
- HOULE, R., Pereira, D. et Corbeil, J.-P. (2014). Portrait statistique de la population immigrante de langue française à l'extérieur du Québec (1991 à 2011). Ottawa, Ontario : Statistique Canada.
- INSTITUTE FOR RESEARCH ON PUBLIC POLICY (2024). Rural Recognition: Affordable and Safe Transportation Options for Remote Communities. Consulté le 08/12/2024 dans <https://irpp.org/research-studies/affordable-safe-transportation-options-remote-communities/>
- LAROCQUE, S., Lavoie, A. M., Muray, K., & Waja, C. (2021). Expérience des étudiants francophones issus d'immigrations récentes lors de leur première année d'étude en sciences infirmières. Revue de la Diversité de la Recherche en Santé, 4, 33-48.
- MANCO, A et Asselin, C. : Accélérer la mise en emploi des personnes immigrante. Immersion, tutorat, médiation. Paris : l'Harmattan 2025. Melançon, J. , Kikulwe, D., Akimpelu, M., Egbule, M-J.C.et Uzowuru, F.N. (2019). Reconnaître le secteur informel. L'accueil des immigrants francophones en Saskatchewan par les immigrants établis. Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire (CRFM). Octobre 2019
- MORGAN, D.L. (1997). Focus groups as qualitative research. Sage Publications (2ème Edition)
- MORENCY, J.-D., É. Caron-Malenfant et S. Macisaac. (2017). Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036. Ottawa, Ontario : Statistique Canada.
- MOUSSA-BABACHI, F. (sous la direction de). (2025). Trajectoires de femmes migrantes. Regards croisés. Paris : l'Harmattan 2025.

- PAILLE, P. et Mucchielli, A. (2003). L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales. Paris : Armand Collin.
- SALL, L. (2023). L'Acadie et « ces » immigrants francophones : entre incomplétude institutionnelle et accueil symbolique. Presses de l'Université Laval.
- SALL, L., & Bolland, B. (2023). Acadie du Nouveau Brunswick et les immigrants francophones : Un modèle d'intégration par les marges. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 37 (1-2).
- SALL, L. (2020). Modes d'inclusion des étudiants internationaux francophones et incomplétude Institutionnelle : le cas de l'Acadie du Nouveau-Brunswick. *Minorités linguistiques et société*, numéro 4
- SOCIETE NATIONALE DE L'ACADIE (2022). L'immigration Francophone au Canada Atlantique : Portrait statistique, projections démographiques et impacts de la pandémie. Mars 2022 Spatial Access Measures 2024 Update Report (Statistique Canada 2025). Consulté le 08092024 dans <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/27-26-0001/272600012025001-eng.htm>
- SAUVAGEAU, M.-M. (2018). La recherche en santé et en services sociaux auprès des populations francophones en situation minoritaire au Canada. *Revue de littérature et analyse des thèmes de recherche (2014-2016)*. Association des collèges et universités de la francophonie canadienne.
- TRAISNEL, C., G. Deschênes-Thériault, D. Pépin-Filion et J. Guignard Noël. (2020). La promotion, le recrutement et la rétention des nouveaux arrivants francophones en Atlantique : dispositifs, expériences et représentations. Moncton, Nouveau-Brunswick : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques.
- TRAISNEL, C., Deschênes-Thériault, G., Pépin-Filion, D. et Guignard, N-J. (2019). Réussir la rencontre. Les francophones nés à l'étranger et installés au Canada Atlantique : Contexte, accès, expérience, et représentations, Moncton : Institut canadien de Recherche sur les minorités linguistiques.
- TRAISNEL, C. (2017). Immigration francophone en Acadie atlantique : une première recension de ce qui se dit et s'écrit., Moncton : Institut canadien de recherche sur les minorités linguistique.
- TRAISNEL, C, Guignard Noël, J. (2017). Immigration francophone en Acadie de l'Atlantique : Cartographie des lieux de l'immigration, Moncton : Institut canadien de recherche sur les minorités.
- VAN DER MAREN, J.-M. (1996). Méthodes de recherche pour l'éducation (2è éd.). Montréal : Presses de l'Université de Montréal

Sources d'image Creative Commons

Page titre : Photo by Antonius Ferret from Pexels:
<https://www.pexels.com/photo/women-talking-5253921/>

Page 44 : Photo by Ron Lach from Pexels: <https://www.pexels.com/photo/woman-in-black-academic-dress-tearing-her-diploma-9829315/>

Page 47 : Photo by Tiger Lily from Pexels: <https://www.pexels.com/photo/women-embracing-a-young-girl-8259860/>

Page 49 : Photo by Jakub Zerdzicki from Pexels: <https://www.pexels.com/photo/hand-holding-house-keychain-symbolizing-real-estate-29998475/>

Page 51 : Photo by Monstera Production from Pexels: <https://www.pexels.com/photo/focused-black-muslim-woman-with-copybook-sitting-on-sofa-6281920/>

Page 53 : Photo by cottonbro studio from Pexels: <https://www.pexels.com/photo/woman-standing-inside-a-bus-6686314/>

Page 56 : Photo by Christina Morillo from Pexels: <https://www.pexels.com/photo/woman-wearing-gray-blazer-facing-woman-wearing-white-shirt-and-black-blazer-with-laptop-on-lap-1181564/>

Sites Web

GOUVERNEMENT DU CANADA (2025). Accueillir les femmes au Canada. Consulté le 08022025 dans <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/campagnes/nouveaux-arrivants-femmes.html>

GOUVERNEMENT DU CANADA (2025). Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité – Rapports d'étapes 2021-2022 et 2022-2023 d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Consulté le 08032025 dans <https://www.international.gc.ca/transparence-transparence/women-peace-security-femmes-paix-securite/2021-2023-progress-reports-rapports-etapes-ircc.aspx?lang=fra>

GOUVERNEMENT DU CANADA (2025). Trouvez des services gratuits pour nouveaux arrivants près de chez vous. Consulté le 08022025 dans <https://ircc.canada.ca/francais/nouveaux/services/index.asp>

FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE DU CANADA (2022). Nouvelle cible en matière d'immigration francophone – Note d'information. Consulté le 08092024 dans <https://fcfa.ca/wp-content/uploads/2022/04/Note-dinformation-nouvelle-cible-en-immigration-francophone.pdf>

CBC (2025). Nova Scotia among least accessible provinces for non-drivers. Consulté le 08092025 dans <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/nova-scotia-among-least-accessible-provinces-non-drivers-1.7592236>